

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS  
DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

---

**RAPPORT FINANCIER  
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS  
de l'exercice terminé le 31 décembre 1984**  
et  
**RAPPORT DU COMITÉ  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5C (A/40/5/Add.3)



**NATIONS UNIES**

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS  
DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

---

**RAPPORT FINANCIER  
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS  
de l'exercice terminé le 31 décembre 1984**

et

**RAPPORT DU COMITÉ  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5C (A/40/5/Add.3)



**NATIONS UNIES**

New York, 1985

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI .....	vii
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1984 .....	1
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	7
III. OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'UNRWA SUR LES COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	15
IV. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	17
V. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS .....	18
VI. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1984 .....	19
ENSEMBLE DES FONDS	
ETAT I                      Crédits et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984 .....	20
<u>Tableau 1.1</u> Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984	21
ETAT II                      Recettes et dépenses .....	28
ETAT III                     Actif et passif .....	29
FONDS GENERAL	
ETAT IV                      Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984 .....	30
<u>Tableau 4.1</u> Recettes accessoires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984 .....	31
<u>Tableau 4.1 (A)</u> Centres de production et de vente, exercice terminé le 31 décembre 1984 .....	32
<u>Tableau 4.2</u> Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1984 .....	33
<u>Tableau 4.3</u> Rapport sur les contributions en nature et les services au 31 décembre 1984 .....	38

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<b>FONDS GENERAL (<u>suite</u>)</b>	
ETAT V                    Actif et passif au 31 décembre 1984 .....	40
ETAT VI                   Fonds de roulement (réserve d'exploitation) .....	41
<b>FONDS DESTINES A DES PROJETS .....</b>	<b>42</b>
ETAT VII                Alimentation d'appoint : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	43
<u>Tableau 7.1</u> Alimentation d'appoint : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	44
ETAT VIII               Bourses d'études supérieures - Arabian American Oil Co. (ARAMCO) : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	45
<u>Tableau 8.1</u> Bourses d'études supérieures - Arabian American Oil Co. (ARAMCO) : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	46
ETAT IX                Fonds spécial de l'OPEP - Phase II : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	47
<u>Tableau 9.1</u> Fonds spécial de l'OPEP - Phase II : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	48
ETAT X                Fonds spécial de l'OPEP - Phase III : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	49
<u>Tableau 10.1</u> Fonds spécial de l'OPEP - Phase III : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	50
ETAT XI                Construction d'écoles : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	51
<u>Tableau 11.1</u> Construction d'écoles : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	52
ETAT XII               Travaux de construction divers - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	53
<u>Tableau 12.1</u> Travaux de construction divers : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	54

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Pages</u>
FONDS DESTINES A DES PROJETS ( <u>suite</u> )		
ETAT XIII	Centre de Gaza pour les aveugles : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	55
<u>Tableau 13.1</u>	Centre de Gaza pour les aveugles : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	56
ETAT XIV	Programme préscolaire à Gaza : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	57
<u>Tableau 14.1</u>	Programme préscolaire à Gaza : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	58
ETAT XV	Autres projets à Gaza : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	59
<u>Tableau 15.1</u>	Autres projets à Gaza : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	60
ETAT XVI	Secours d'urgence au Liban : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	61
<u>Tableau 16.1</u>	Secours d'urgence au Liban : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	62
ETAT XVII	Reconstruction au Liban : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	64
<u>Tableau 17.1</u>	Reconstruction au Liban : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	65
ETAT XVIII	Service de soins de santé intermédiaires à Saida (Liban) : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	66
ETAT XIX	Centre de rééducation UNRWA sud du Liban : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	67
<u>Tableau 19.1</u>	Centre de rééducation UNRWA sud du Liban : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	68

TABLE DES MATIERES (suite)PagesFONDS DESTINES A DES PROJETS (suite)

ETAT XX	Centre d'apprentissage (couture) : camp de Shatila (Liban) : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	69
<u>Tableau 20.1</u>	Centre d'apprentissage (couture) : camp de Shatila (Liban) : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	70
ETAT XXI	Centre de formation pédagogique de garçons (Ramallah) et Centre de formation féminine (Ramallah) : - Recettes et dépenses - Actif et passif .....	71
<u>Tableau 21.1</u>	Centre de formation pédagogique de garçons (Ramallah) et Centre de formation féminine (Ramallah) : Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984 .....	72

## FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH

ETAT XXII	Fonds du camp de Bayssarieh : - Compte d'exploitation - Actif et passif .....	73
-----------	---	----

## CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

ETAT XXIII	Caisse de prévoyance du personnel régional : Compte de répartition de recettes .....	74
ETAT XXIV	Caisse de prévoyance du personnel régional : Excédent non réparti .....	75
ETAT XXV	Caisse de prévoyance du personnel régional : Actif et passif .....	76
<u>Tableau 25.1</u>	Caisse de prévoyance du personnel régional : Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984 .....	77

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS .....	79
--	----

LETTRE D'ENVOI

Le 17 juin 1985

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient au 31 décembre 1984 présentés par le Commissaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'Office pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

Président du Comité des commissaires aux comptes  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) R. T. NELSON

Monsieur le Président de  
l'Assemblée générale  
des Nations Unies  
New York



# I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1984

## Introduction

1. Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a l'honneur de présenter son rapport financier sur les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1984. Les états financiers, qui se composent de 25 états complétés par 20 tableaux et des notes, doivent être considérés comme faisant partie intégrante du rapport financier. Les principes comptables importants sont exposés dans une note relative aux états financiers. Les comptes ont été soumis au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 12.2 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les paragraphes ci-après récapitulent les éléments importants des états financiers et des tableaux.

## Comptabilité par fonds

3. L'UNRWA a adopté en 1984 un système intégral de comptabilité par fonds. Selon ce système, toutes les contributions reçues à des fins non assorties de restrictions sont portées au crédit du Fonds général de l'Office, tandis que les contributions destinées à des fins spécifiques sont versées au compte de fonds particuliers; il est ainsi possible d'identifier intégralement les recettes et les dépenses par objet et d'indiquer séparément l'actif et le passif de chacun des fonds. Il s'agit là d'un changement par rapport à la méthode antérieure, selon laquelle les contributions destinées à des fins spécifiques étaient portées au crédit, puis au débit, du Fonds général de l'Office.

4. Ce nouveau système de comptabilisation a été mis en place avant la fin de l'exercice financier 1984, pour pouvoir établir les soldes d'ouverture de chacun des différents fonds dès le début de l'exercice 1985. Pour permettre toutefois une comparaison avec les résultats financiers des exercices antérieurs, les états figurant dans le présent rapport fournissent des données consolidées, c'est-à-dire concernant l'ensemble des fonds, comme les années précédentes (états I, II et III) et des données afférentes à chacun des fonds particuliers (états IV à VI en ce qui concerne le Fonds général et états VII à XXI pour les fonds destinés à des projets particuliers). Comme dans les rapports précédents, on trouvera en outre des états distincts concernant le Fonds du Camp Bayssarieh (état XXII) et la Caisse de prévoyance du personnel régional (états XXIII à XXV).

## Budget de 1984

5. Les données relatives du budget de l'Office sont communiquées à l'Assemblée générale dans le rapport annuel du Commissaire général. Certaines données préliminaires sur le projet de budget pour 1984 ont donc été présentées à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session 1/ et des données sur le budget révisé, établi à partir de calculs actualisés des recettes prévues, lui ont été présentées à sa trente-neuvième session 2/. Le tableau ci-après récapitule les montants estimatifs révisés (en dollars des Etats-Unis) :

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 13 (A/38/13).

2/ Ibid., trente-neuvième session, Supplément No 13 (A/39/13).

Montants estimatifs révisés pour 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Activités	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Titre premier. Enseignement</u>			
Enseignement général .....	106 703 000	12 710 000	119 413 000
Formation professionnelle et technique .....	14 040 000	1 618 000	15 658 000
Part des dépenses communes (titre IV)	14 049 000	481 000	14 530 000
Total, titre premier	134 792 000	14 809 000	149 601 000
<u>Titre II. Services sanitaires</u>			
Services médicaux .....	18 792	811 000	19 603 000
Alimentation d'appoint .....	11 542 000	179 000	11 721 000
Assainissement .....	7 940 000	1 071 000	9 011 000
Part des dépenses communes (titre IV)	7 562 000	260 000	7 822 000
Total, titre II	45 836 000	2 321 000	48 157 000
<u>Titre III. Secours</u>			
Logement .....	606 000	596 000	1 202 000
Assistance aux familles nécessiteuses .....	10 892 000	108 000	11 000 000
Secours et assistance sociale .....	3 811 000	580 000	4 391 000
Part des dépenses communes (titre IV)	6 664 000	241 000	6 905 000
Total, titre III	21 973 000	1 525 000	23 498 000
<u>Titre IV. Dépenses communes</u>			
Approvisionnement et transports .....	9 280 000	516 000	9 796 000
Autres services intérieurs .....	13 126 000	443 000	13 569 000
Administration centrale .....	5 869 000	23 000	5 892 000
Total, titre IV	28 275 000	982 000	29 257 000
Dépenses communes ventilées entre les divers programmes .....	(28 275 000)	(982 000)	(29 257 000)
Solde du titre IV	-	-	-

Montants estimatifs révisés pour 1984 (suite)

Activités	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Titre V. Dépenses extraordinaires</u> <u>indépendantes des programmes</u>			
Augmentation de la réserve pour :			
- Indemnités à verser à la cessation de service .....	-	12 278 000	12 278 000
- Frais de rapatriement .....	-	250 000	250 000
Programme de secours d'urgence au Liban .....	-	106 000	106 000
Liquidation progressive du programme des rations de base .....	1 213 000	-	1 213 000
 Total, titre V	 1 213 000	 12 634 000	 13 847 000
 <u>Total général</u>	 <u>203 814 000</u>	 <u>31 289 000</u>	 <u>235 103 000</u>

6. Comme il est indiqué au paragraphe 7 ci-après, les recettes effectives de 1984 ont été sensiblement inférieures aux prévisions, et il a été nécessaire, en cours d'exercice, de resserrer davantage le budget de 1984 pour le ramener à un niveau correspondant à celui des ressources financières disponibles. L'état I indique donc, sur une base consolidée, les montants définitifs des crédits ouverts par programme pour 1984 et ceux des dépenses correspondantes. Il ressort de l'état I que les dépenses de l'UNRWA se sont élevées à 191,3 millions de dollars, alors que le montant révisé du budget-programme était de 202,7 millions de dollars.

#### Recettes et dépenses de 1984

7. Les recettes en espèces et en nature obtenues par l'UNRWA en 1984 se sont élevées, tous fonds confondus, à 181,2 millions de dollars (état II). Ce total, qui comprenait une rentrée opérée en une seule fois de 8,9 millions de dollars à la suite de la liquidation du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours d'urgence, était inférieur de 8 millions de dollars aux recettes de 1983, qui se chiffraient à 189,2 millions de dollars.

8. Les dépenses en espèces et en nature, tous fonds confondus, se sont élevées à 191,3 millions de dollars, soit 19,6 millions de dollars de moins que les 210,9 millions de dollars qu'elles avaient atteint en 1983. Si les dépenses ont été plus importantes en 1983, c'est surtout à cause de la situation d'urgence au Liban.

#### Comptabilisation des fournitures

9. Jusqu'à présent l'UNRWA avait pour pratique d'acheter certaines fournitures pour constituer des stocks et de les porter sur un compte d'actif dans le grand livre, en n'imputant les montants correspondants sur les comptes de dépenses budgétaires qu'à l'utilisation des fournitures en question. Afin d'améliorer le contrôle budgétaire et d'enregistrer toutes les dépenses au moment où elles sont effectuées, tout achat de fournitures à des fins de constitution de stocks sera, à compter du début de 1985, imputé directement sur les comptes de dépenses budgétaires appropriés dès réception des fournitures. A cet effet, le montant de 11,9 millions de dollars, correspondant aux stocks de fournitures au 31 décembre 1984, qui n'avait pas été précédemment porté sur les comptes de dépenses de l'Office, a été imputé sur le fonds de roulement du Fonds général.

#### Contributions en nature

10. Selon la nouvelle méthode de comptabilisation des fournitures, on ne retiendra plus les prix standard des contributions en nature mais les valeurs indiquées par les donateurs. Avec cette nouvelle méthode d'évaluation, les comptes de 1984 font ressortir pour les contributions en nature recevables au 31 décembre 1984 un solde dépassant de 1 million de dollars la valeur de ces contributions aux prix standard de l'Office en vigueur à cette date.

#### Réserve pour indemnités à la cessation de service et pour frais de rapatriement

11. Conformément à la pratique générale de l'Organisation des Nations Unies, l'UNRWA prévoit dans son budget annuel une réserve pour les indemnités de cessation de service et les frais de rapatriement à verser aux membres du personnel qui quitteront l'Office en cours d'exercice. Toutefois, les années précédentes,

l'UNRWA faisait également figurer dans ses comptes une réserve non capitalisée pour les cessations de service imprévues susceptibles de survenir au cours des années à venir. Comme il n'est pas possible de prévoir à quelle date les paiements correspondants devront être effectués ni les sommes qui pourraient être requises à cet effet, la constitution de ces réserves ne semble ni nécessaire ni financièrement justifiée. D'un autre côté, la capitalisation de ces réserves exigerait le prélèvement d'une part importante du solde de trésorerie de l'Office et aurait de graves incidences sur le financement des services aux réfugiés. En conséquence, les deux réserves (non capitalisées), la première de 26,5 millions de dollars pour les futures indemnités de cessation de service, et la seconde de 1 million de dollars pour les frais de rapatriement, ont été supprimées des états comptables. Si, une année donnée, les frais de rapatriement de fonctionnaires dépassaient les montants budgétisés pour l'exercice correspondant, l'excédent de dépenses serait imputé sur le fonds de roulement de l'Office.

#### Fonds général

12. Comme il est indiqué à l'état IV, le Fonds général a reçu en 1984 162,1 millions de dollars de recettes en espèces et en nature non assorties de restrictions. En outre, 8,4 millions de dollars de contributions affectées à des projets spéciaux ont été reçus en 1984, avant l'adoption du système de comptabilité intégrale par fonds, et ont été portés au crédit du Fonds général. A la fin de 1984, ces contributions ont été virées aux comptes respectifs des fonds destinés à des projets (voir état VI - compte du fonds de roulement du Fonds général). Les dépenses en espèces et en nature effectuées au titre du programme ordinaire du Fonds général se sont élevées en 1984 à 177,5 millions de dollars. En outre, il a été prélevé sur le Fonds général pour des projets spéciaux des allocations d'un montant net de 3,1 millions de dollars.

13. Le fonds de roulement de l'UNRWA n'est pas, statutairement, une réserve d'exploitation, mais il est constitué par le solde du Fonds général, c'est-à-dire la différence entre l'actif et le passif. Le fonds de roulement est utilisé à trois fins :

- a) Faire face à tout déséquilibre temporaire des mouvements de trésorerie en cours d'exercice;
- b) Financer des besoins d'urgence imprévus;
- c) Faire face, en cas de réduction importante du programme de l'Office à tout règlement d'engagements exceptionnels. Le solde du fonds de roulement était de 19,2 millions de dollars au 1er janvier 1984 et de 18,6 millions de dollars au 31 décembre 1984, ce qui représente les dépenses d'exploitation du Fonds général pour moins de deux mois.

#### Fonds destinés à des projets

14. En 1984, l'UNRWA a exécuté 15 projets financés par des contributions spéciales. On trouvera aux états VII à XXI les recettes obtenues et les dépenses effectuées au titre de chacun de ces projets pendant l'exercice, ainsi que l'actif et le passif de chacun des fonds correspondants au 31 décembre 1984.

## II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Introduction

1. Conformément à l'article XII du règlement financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'Office pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984.
2. La vérification a été effectuée conformément aux dispositions de l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de l'annexe audit règlement, et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces vérifications ont été faites au siège de l'Office à Vienne et dans les bureaux extérieurs de l'Office en Jordanie et en République arabe syrienne.
3. La pratique du Comité des commissaires aux comptes consistant à rendre compte des résultats d'opérations spécifiques de vérification des comptes a été maintenue pendant l'exercice considéré, et des lettres contenant des observations et recommandations détaillées concernant les problèmes de gestion ont été adressées à l'Administration. Cette pratique a permis de mener un dialogue continu avec l'Administration.
4. On trouvera ci-après les faits les plus significatifs relevés lors de nos opérations de vérification. Nous les avons examinés avec l'Administration, dont les réponses sont indiquées quand il y a lieu.

### Résumé des conclusions

5. Nous avons constaté qu'à la partie VIII du Manuel de classification professionnelle de l'UNRWA sont institués environ 16 types d'indemnités et prestations liées aux traitements du personnel régional, alors qu'aucune disposition correspondante n'est prévue dans le règlement du personnel régional de l'UNRWA.
6. Notre examen a révélé que des primes de connaissances linguistiques sont versées à des membres du personnel régional en poste à Vienne pour leur connaissance de l'anglais, qui est la langue officielle et la principale langue de travail de l'Office.
7. Il ressort de notre examen que les dates de livraison prévues dans les commandes ne sont pas toujours honorées par les fournisseurs et qu'en général la date contractuelle de livraison que doit respecter le fournisseur est celle à laquelle les biens parviennent au port de destination mais qu'au siège, la Division des fournitures ne peut contrôler réellement l'arrivée des biens en question, faute de documents.
8. Nous avons noté que dans la pratique les commandes de fournitures autres que des produits de base prévoyaient rarement une "clause de dommages-intérêts fixés d'avance" et même que cette clause n'était pas toujours prévue dans les commandes de produits alimentaires de base.

9. Notre vérification a en outre révélé que, dans un bureau de zone, le registre des fournisseurs agréés n'a pas été tenu à jour et ne permettait donc pas de vérifier efficacement les opérations d'achat sur le plan local.

10. En menant notre vérification dans les bureaux de zone, nous avons en outre constaté que les paiements effectués à partir des comptes d'avances temporaires ne répondaient pas à de saines normes de gestion et se traduisaient dans la pratique par des versements au comptant pouvant atteindre la contre-valeur de 1 000 dollars.

11. En ce qui concerne la gestion des stocks de l'UNRWA, nous avons constaté que les renseignements requis concernant l'utilisation moyenne des stocks sur le terrain étaient souvent communiqués au siège de façon disparate et incomplète.

12. Notre vérification au siège et sur le terrain a fait apparaître qu'en l'état actuel des choses, les procédures administratives d'inventaire des biens appartenant à l'Office n'étaient pas satisfaisantes, car la directive d'organisation No 12 correspondante était dépassée à plus d'un titre.

### Etats de paie et dépenses de personnel

#### Indemnités liées aux traitements du personnel régional

13. Nous avons constaté qu'à la partie VIII du Manuel de classification professionnelle de l'UNRWA, publié par le Directeur du personnel conformément aux directives d'organisation No 1, 3 et 15, il avait été institué, à l'intention du personnel régional (surtout du personnel enseignant) quelque 16 types d'indemnités et autres prestations s'ajoutant aux traitements des différentes classes et applicables aux postes approuvés dans le tableau d'effectifs, alors qu'il n'a été prévu aucune disposition correspondante au chapitre III (Traitements et indemnités connexes) du règlement du personnel régional de l'UNRWA.

14. La plupart de ces indemnités étant de toute évidence des prestations liées aux traitements ou venant les compléter (indemnité de poste, indemnité pour certains emplois, indemnité de fonctions temporaire, surindemnité d'affectation, indemnité octroyée aux enseignants, etc.), nous avons signalé qu'en vertu des dispositions de l'article 3.1 du règlement du personnel régional, les modalités et conditions générales d'octroi de ces prestations et droits devraient avoir été établies par le Commissaire général dans le règlement du personnel.

15. L'Administration a reconnu que les indemnités prévues dans le Manuel de classification professionnelle étaient liées aux traitements et qu'il conviendrait d'envisager de modifier le chapitre III du règlement du personnel régional en y ajoutant une nouvelle disposition où il serait expressément fait mention du pouvoir du Commissaire général d'instituer des indemnités liées aux traitements. Elle a toutefois fait valoir qu'il ne serait pas opportun d'incorporer ou d'énumérer ces indemnités dans le règlement du personnel régional.

16. Or, nous pensons que le titre du chapitre III et les termes de l'article 3.1 du règlement du personnel régional constituent une base juridique suffisante pour les pouvoirs dévolus au Commissaire régional d'instituer à l'intention du personnel régional des indemnités et des prestations liées aux traitements. Toutefois, il est également évident que ces indemnités ne peuvent être instituées que dans le règlement du personnel.



17. Nous avons donc conseillé à l'UNRWA d'étudier la possibilité de faire figurer au chapitre III du règlement du personnel les modalités et conditions de base concernant les indemnités et prestations liées aux traitements du personnel régional, comme il est d'usage pour la plupart des indemnités du régime commun des Nations Unies, et dans le cas du personnel de l'UNRWA recruté sur le plan international.

#### Primes de connaissances linguistiques pour le personnel régional en poste à Vienne

18. La règle 9 de l'annexe du règlement du personnel régional prévoit, entre autres, que tout fonctionnaire régional de l'UNRWA en poste à Vienne dont la langue maternelle n'est pas l'anglais reçoit une prime de connaissances linguistiques s'il subit avec succès une épreuve d'anglais, principale langue de travail de l'Office.

19. Le contrôleur de l'UNRWA nous a confirmé que l'anglais est, de toutes les langues de travail du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la seule utilisée dans la zone d'opérations de l'UNRWA, et donc la langue de travail officielle de l'Office. De fait, nous avons en outre constaté que, dans la quasi-totalité des avis de vacances de poste au siège, à Vienne, il est requis comme condition minimale une connaissance excellente ou bonne de l'anglais écrit et parlé.

20. Etant donné que, dans le régime commun des Nations Unies, il est expressément stipulé que les fonctionnaires ne reçoivent de prime de connaissances linguistiques que pour toute langue officielle "autre que celle dont ils sont tenus, aux termes de leurs conditions d'emploi, d'avoir une connaissance suffisante" (voir disposition 103.6 a) du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies), nous avons fait valoir que la situation particulière résultant du transfert du siège de l'UNRWA de Beyrouth à Vienne ne justifiait pas, à notre avis, l'octroi au personnel régional d'une prime pour la connaissance de la seule langue de travail officielle en vertu d'une disposition générale et permanente comme celle qui est actuellement prévue à la règle 9 de l'annexe du règlement du personnel régional de l'UNRWA.

21. L'Administration a expliqué que l'octroi d'une prime de connaissance de l'anglais au personnel régional était, pour ce dernier, une légère incitation financière, vu qu'il s'agissait du personnel essentiellement arabophone d'un organisme dont le siège avait été transféré du Moyen-Orient à Vienne, dans le milieu des Nations Unies, et elle a ajouté que les avantages qu'en tirait l'Office dépassaient de loin les coûts correspondants.

22. Nous recommandons toutefois à l'Office d'envisager une modification des dispositions de la règle 9 afin que le paiement des primes de connaissances linguistiques soit généralement limité aux langues autres que celle dont le fonctionnaire est tenu, aux termes de ses conditions d'emploi, d'avoir une connaissance suffisante.

#### Procédures d'achat

##### Dates contractuelles de livraison

23. Notre vérification a révélé que les dates de livraison stipulées dans les commandes n'étaient pas toujours respectées par les fournisseurs et que, dans plusieurs cas, les documents d'expédition n'avaient été établis qu'aux dates auxquelles était demandée la livraison au port de destination.

24. Nous avons en outre constaté qu'en règle générale la date contractuelle de livraison par le fournisseur est la date d'arrivée des biens au port de destination mais qu'au siège, la Division des fournitures ne peut contrôler efficacement, faute de documents appropriés, la date d'arrivée effective des biens en question.

25. Nous avons recommandé de fixer, dans tous les cas possibles, la date d'expédition au port de chargement comme date contractuelle de livraison et de renforcer le système de contrôle interne concernant le respect des dates de livraison des marchandises.

26. L'Administration a convenu que les dates de livraison n'étaient pas toujours respectées par les fournisseurs de l'Office et qu'il était normalement plus facile, à des fins de contrôle, de vérifier les dates réelles d'expédition des marchandises au port de chargement que les dates d'arrivée au port de destination. Dorénavant, les commandes de l'UNRWA devraient stipuler que la date contractuelle de livraison est la date d'expédition au port de chargement, sauf dans les cas où, pour des raisons pratiques, il est nécessaire, ou plus approprié, de retenir la date d'arrivée au port de destination.

27. En outre, il a été mis en place un système de contrôle interne qui permettra au siège de l'UNRWA de suivre toutes les activités d'achats à partir de la date où une demande de fournitures est présentée jusqu'à la date à laquelle les fournitures parviennent aux entrepôts, et d'analyser notamment les intervalles qui s'écoulent entre la passation des contrats, l'expédition, l'arrivée des marchandises au port de destination et leur arrivée aux entrepôts de l'UNRWA.

#### Clause de dommages-intérêts fixés à l'avance

28. Selon ses procédures d'achat, l'UNRWA n'inclut normalement une "clause de dommages-intérêts fixés à l'avance", destinée à couvrir l'Office contre toute défaillance dans l'exécution d'un contrat, que dans ses commandes de produits de base. Il arrive que cette clause figure dans les commandes d'autres fournitures mais seulement avec l'accord du chef de la Division de l'approvisionnement et lorsque, de l'avis des chefs de service, au siège, ou du fonctionnaire régional chargé des approvisionnements et des transports, cette clause répond aux intérêts de l'Office [Manuel relatif aux procédures d'achat, sect. 3, par. 7 a) ii)].

29. Nous avons constaté à cet égard que, dans la pratique, cette clause figure rarement dans les commandes autres que de produits de base et même qu'elle n'est pas appliquée à tous les achats de denrées alimentaires de base.

30. Nous avons contesté l'utilisation limitée par l'Office de cette clause pénale car il s'agit, à notre avis, d'une disposition commerciale normale qui assure une protection juridique et qui incite en outre les fournisseurs à s'acquitter dûment de leurs obligations contractuelles.

31. L'Administration a répondu que la clause de dommages-intérêts fixés à l'avance avait été conçue pour protéger l'Office contre tout retard d'approvisionnement susceptible de perturber gravement ses programmes de distribution d'aliments et qu'il n'était pas utile de l'imposer pour se garantir par exemple, contre l'expédition tardive de fournitures destinées à être stockées, dont un retard de livraison éventuel ne saurait affecter les programmes de l'UNRWA. L'Administration a fait valoir un autre facteur important : le coût du calcul, de la procédure de réclamation et de la comptabilisation de ces dommages-intérêts serait, dans la plupart des cas, d'un montant plus élevé que celui de l'indemnité réclamée.

32. L'Administration a estimé en outre que l'inclusion systématique de cette clause dans toutes ses commandes irait à l'encontre des intérêts de l'Office. Même dans le cas d'achats de produits de base, l'application de cette clause n'était pas automatique et elle ne devait donc s'appliquer dans la pratique que pour les commandes de produits de base à un fournisseur nouveau ou à un fournisseur qui n'avait pas toujours donné satisfaction, ainsi que dans le cas d'achats de certains produits coûteux, où l'application de cette clause présentait un avantage et un intérêt pour l'Office.

33. Nous avons toutefois recommandé à l'UNRWA de reconsidérer cette question et d'envisager l'établissement d'instructions prévoyant une plus large utilisation de la clause de dommages-intérêts fixés à l'avance pour tous les achats d'une valeur élevée.

#### Registre des fournisseurs agréés

34. La vérification a révélé que, dans un bureau de zone, le registre des fournisseurs agréés n'avait pas été tenu à jour et ne pouvait donc être utilisé pour contrôler efficacement les activités d'achats sur le plan local : certains groupes de fournisseurs ne figuraient pas dans le registre et, pour d'autres groupes, seuls figuraient un petit nombre de fournisseurs; des noms de fournisseurs étaient ajoutés ou supprimés sur le registre sans mention d'une autorisation appropriée. Certains fournisseurs enregistrés qui n'avaient pas manifesté le désir de présenter des offres ou n'avaient pas donné satisfaction, n'avaient pas été rayés du registre comme il aurait fallu le faire; contrairement aux prescriptions, il n'avait été porté sur le registre aucune appréciation sur l'exécution proprement dite des contrats par les fournisseurs; enfin, le registre n'était pas toujours utilisé comme instrument de base pour faire jouer la concurrence.

35. Nous avons donc recommandé que, dans les bureaux de zone, le registre des fournisseurs agréés soit complètement révisé et mis à jour et qu'un délai raisonnable soit fixé pour cette tâche.

36. L'Administration a expliqué que les lacunes et les carences constatées étaient surtout dues aux conditions et aux pratiques locales (pénurie des approvisionnements, refus de fournisseurs de figurer dans le registre, etc.) auxquelles se heurtaient les procédures permanentes de l'UNRWA, et qu'elles tenaient aussi au fait que la Section de l'approvisionnement sur le terrain manquait de personnel connaissant suffisamment l'anglais et les procédures administratives. Quoiqu'il en soit, le registre des fournisseurs agréés du bureau de zone en question avait été récemment modifié et serait présenté sous peu par l'Administration, pour examen.

#### Gestion des liquidités

##### Fonds d'avances temporaires

37. Dans les bureaux de zone de l'UNRWA, il est constitué des fonds d'avances temporaires à la seule fin de faciliter les opérations financières en mettant à la disposition des responsables des liquidités qui leur permettent de régler rapidement des factures et des dettes d'un montant peu élevé, dont le paiement est dûment prévu au titre des allocations de crédit budgétaires, et d'effectuer d'autres transactions de faible montant pour lesquelles des décaissements en espèces ont été autorisés. Par ailleurs, tout paiement au comptant opéré sur les

fonds d'avances temporaires ne doit pas normalement dépasser l'équivalent de 200 dollars, mais les fonctionnaires des finances peuvent, dans des cas particuliers, porter ce plafond à un maximum de 400 dollars. Le montant maximal des règlements par chèques tirés sur les fonds d'avances temporaires est fixé par les fonctionnaires des finances selon le type et le montant des dépenses, en tenant compte des conditions et des exigences locales (voir instruction financière technique No 19 du 1er juin 1982, par. 3 et 18).

38. Lorsque nous avons examiné cette question, nous avons constaté que dans un bureau de zone, les paiements par chèques tirés sur les fonds d'avances temporaires dépassaient souvent les montants maximaux fixés par le fonctionnaire des finances compétent. Dans un autre bureau de zone, on ne respectait pas les plafonds globaux des paiements en espèces prélevés sur les fonds d'avances temporaires, la raison principale étant qu'en 1981 le siège de l'UNRWA avait autorisé par écrit des dérogations pour les achats de produits alimentaires frais et le règlement d'indemnités de subsistance en voyage.

39. Nous avons toutefois constaté qu'en 1981 le Contrôleur de l'UNRWA n'avait pas explicitement approuvé des prélèvements illimités sur les fonds d'avances temporaires dans le cas de produits alimentaires frais, tels que les pratiquait le bureau de zone en question, et qu'en tout état de cause les dérogations accordées par le siège en 1981 n'avaient pas été dûment consignées dans les instructions techniques financières de l'UNRWA, sous leur forme révisée.

40. A notre avis, les paiements effectués grâce aux comptes d'avances temporaires dans les bureaux de zone ne répondaient pas à de saines normes de gestion et se traduisaient dans la pratique par des versements au comptant pouvant atteindre la contrevaletur de 1 000 dollars, ce qui n'était plus conforme aux principes de l'UNRWA en matière d'avances temporaires.

41. Nous avons donc recommandé que cette question soit réexaminée dès que possible et que soient imposées aux paiements en espèces, opérés à partir des fonds d'avances temporaires, des limites réalistes, en fonction du type de dépense (notamment les achats de denrées alimentaires fraîches et les frais de voyage), et de la zone considérée, et que ces limites soient consignées dans des instructions mises à jour. De surcroît, il conviendrait de renforcer les contrôles internes dans les bureaux de zone pour s'assurer que les agents ordonnateurs et les responsables des fonds d'avances temporaires respectent strictement les limitations fixées aux paiements en espèces et par chèques opérées sur ces fonds.

42. L'Administration a répondu qu'en 1985 un examen de la gestion des fonds d'avances temporaires serait entrepris à l'échelle de l'Office et que, si cet examen le justifiait, elle publierait des instructions révisées concernant la gestion de cette catégorie de fonds.

## Biens fongibles et biens durables

### Système de gestion des stocks

43. Un examen complémentaire a fait apparaître que la recommandation formulée dans notre précédent rapport 1/ concernant la présentation de rapports sur les stocks à faible rotation était en voie d'application et qu'un système de contrôle amélioré était entré en vigueur à compter de janvier 1985.

44. Notre examen des modèles de commande SM 21 présentés par les bureaux de zone au siège pendant la période 1983-1984 a toutefois révélé que les renseignements requis sur l'utilisation moyenne des stocks au cours des 12 mois écoulés et sur les prévisions des utilisations futures étaient souvent fournis de façon disparate et incomplète.

45. Etant donné que la fourniture de renseignements complets et cohérents sur le rythme d'utilisation des stocks est indispensable à un contrôle efficace de la gestion de ces stocks au niveau de la Division de l'approvisionnement, au siège, nous avons recommandé que de vigoureuses mesures correctives soient prises à cet égard.

46. L'Administration a reconnu que les bureaux de zone devaient communiquer des données homogènes sur l'utilisation des stocks. Les fonctionnaires chargés de l'approvisionnement et des transports sur le terrain ont reçu des instructions à cet effet et, à compter du 1er janvier 1985, ils incluront dans leurs examens périodiques des données sur l'utilisation des articles disponibles en stocks et qui ne doivent donc pas faire l'objet de commandes nouvelles (stocks à faible taux de rotation).

### Inventaire des biens de l'UNRWA

47. Notre vérification dans les bureaux de zone et au siège a révélé qu'en l'état actuel des choses, les procédures administratives appliquées pour inventorier les biens de l'UNRWA n'étaient pas satisfaisantes, et que cela tenait surtout au fait que la directive d'organisation correspondante - directive No 12 d'avril 1963 - était dépassée à plus d'un titre : elle fait en effet mention de postes et de comités qui n'existent plus et de procédures qui ne tiennent pas compte des modifications apportées à l'organisation des travaux de l'Office.

48. Plus particulièrement, l'absence de dispositions opérationnelles permettant d'évaluer le matériel devenu hors service par suite d'usure normale, la faiblesse des procédures d'inventaire des fournitures et équipements de peu de valeur, l'insuffisance des contrôles sur la sécurité de l'entreposage et de l'écoulement des biens répertoriés, le manque d'instructions actualisées et détaillées sur les fonctions et responsabilités des secrétaires du Comité de contrôle du matériel et le lien fonctionnel entre postes budgétaires et écoulement des stocks, tels sont certains des problèmes auxquels il convient de faire face de toute urgence grâce à une révision complète de la directive d'organisation No 12.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 5C (A/39/5/Add.3), section I.

49. Nous avons constaté à cet égard que la version révisée de cette directive, établie au siège sous forme de projet en 1982, n'allait pas assez loin pour permettre de traiter efficacement le problème, car elle se limitait essentiellement à des questions secondaires comme la mise à jour de titres de postes et l'ajustement de divers montants.

50. Nous avons recommandé que des fonctionnaires compétents entreprennent une étude approfondie dès que possible afin que l'inventaire des biens de l'UNRWA s'effectue selon de nouveaux principes coordonnés et cohérents, qui seraient inclus dans la directive d'organisation No 12 révisée.

51. L'Administration a répondu que le siège passerait en revue, à l'échelle de l'Office, les procédures d'inventaire des biens de l'UNRWA et qu'un fonctionnaire serait désigné pour mener à terme dès que possible la révision de la directive d'organisation No 12.

#### Fraudes

52. Le Comité a été informé de certaines irrégularités et anomalies concernant le versement de subventions en espèces à des réfugiés pour leur permettre de réparer des logements endommagés à la suite des événements survenus dans le sud du Liban en 1982. Une enquête est en cours et l'Office a été amené à demander des explications aux fonctionnaires en cause.

53. L'Office a également informé le Comité d'irrégularités qui auraient été commises par certains fonctionnaires dans les opérations d'approvisionnement et de transport au Liban. Des mesures disciplinaires, comprenant le licenciement de deux fonctionnaires, ont été prises contre le personnel en cause.

54. Il a été enfin cité un cas de fraude en République arabe syrienne où serait impliqué un fournisseur de l'Office en fuel domestique. Une enquête est en cours pour déterminer l'ampleur de cette fraude et découvrir toute collusion éventuelle avec des fonctionnaires de l'UNRWA.

55. L'Office n'a pas encore été en mesure de fixer le montant des fraudes exposées ci-dessus.

#### Observations sur les questions traitées dans le rapport de 1983

56. Les questions soulevées dans notre rapport de 1983 1/ ont été réglées à notre satisfaction, ou sont évoquées à nouveau dans le présent rapport.

#### Remerciements

57. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Commissaire général de l'Office, de même que ses collaborateurs et les membres de son personnel, de l'aide et de la coopération qu'ils lui ont apportées.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R.T. NELSON

Le Premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) A. DEFOY

Le Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines,

(Signé) Francisco S. TANTUICO, Jr

### III. OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'UNRWA SUR LES COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### Introduction

1. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes figure ci-dessus à la section II. On trouvera dans les paragraphes ci-après les observations du Commissaire général en réponse aux points soulevés par les commissaires aux comptes; elles visent à compléter les vues de l'Administration, déjà exposées dans le rapport des commissaires aux comptes. Pour des raisons de commodité, on a indiqué à côté de chacune des rubriques des observations du Commissaire général, les paragraphes correspondants du rapport du Comité des commissaires aux comptes.

#### Etats de paie et dépenses de personnel (par. 13 à 22 du rapport du Comité)

2. Mis à part le cas d'une prime de connaissances linguistiques accordée aux membres du personnel régional (voir par. 3 ci-après), les observations des commissaires aux comptes sur ce point portent sur la manière dont sont instituées les indemnités du personnel régional et non sur les indemnités elles-mêmes. Les commissaires aux comptes recommandent d'inclure dans le règlement du personnel régional les conditions et modalités de base concernant toutes les indemnités liées aux traitements. Ces indemnités étant très diverses, l'UNRWA a estimé plus approprié d'en stipuler quelques-unes dans d'autres documents comme le Manuel de classification professionnelle de l'Office. L'Agence reconnaît toutefois qu'il convient de mieux mettre en évidence le lien entre le règlement, le statut et les directives connexes applicables au personnel régional. L'Administration passera en revue les documents correspondants et y apportera les modifications requises pour répondre aux observations formulées par les commissaires aux comptes.

3. Il a été décidé d'octroyer aux membres du personnel régional une prime de connaissance de l'anglais lorsque l'Office a été obligé de transférer son siège de Beyrouth à Vienne : il s'agissait d'une modeste incitation octroyée au personnel régional, pour lors essentiellement arabophone, muté à Vienne. Vu les observations des commissaires aux comptes et le temps écoulé depuis l'installation de l'Office à Vienne, la prime de connaissance de l'anglais a cessé d'être octroyée en août 1984.

#### Procédures d'achat (par. 23 à 36 du rapport du Comité)

4. Comme il est indiqué dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, l'Administration a révisé ses pratiques concernant la date contractuelle de livraison, qui sera désormais la date d'expédition au port de chargement, sauf dans les cas où, pour des raisons pratiques, il est nécessaire ou plus approprié de retenir la date d'arrivée au port de destination.

5. L'Office prévoit une clause de dommages-intérêts fixés d'avance dans la plupart de ses contrats d'achat de produits de base et de denrées alimentaires, car il est indispensable que ces produits soient livrés à temps si l'on veut éviter que les programmes de distribution de rations et de produits alimentaires ne soient désorganisés. Pour cette catégorie d'achats, tout retard de livraison peut en outre avoir des conséquences fâcheuses pour la qualité des produits. Dans d'autres cas, l'Office s'en remet à une disposition, figurant dans toutes ses commandes, selon laquelle l'UNRWA est en droit de recevoir des dommages si le vendeur ne livre pas la totalité ou une partie des marchandises à la(aux) date(s) convenue(s).

Cette disposition, qui prévoit une indemnité pour tout dommage réellement subi, s'aligne sur la pratique générale du commerce international et est conforme aux conditions contractuelles appliquées par l'Organisation des Nations Unies.

6. Comme il est indiqué dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, les procédures permanentes de l'Office exigent la révision périodique des registres des fournisseurs agréés. Des mesures ont été prises par le bureau de zone visé pour améliorer son registre des fournisseurs.

#### Gestion des liquidités (par. 37 à 42 du rapport du Comité)

7. Outre les cinq bureaux de zone de l'UNRWA, il existe des bureaux locaux dans quatre des cinq zones couvertes par l'Office. Ces bureaux ont été créés pour assurer l'administration et la gestion d'opérations diverses (enseignement, santé et secours) menées à une certaine distance des bureaux de zone. Les distances varient selon la zone mais il peut se faire qu'un bureau local soit situé à 400 km du bureau de zone. On a délégué aux bureaux locaux le pouvoir d'effectuer certaines opérations financières, dans des limites fixées par les instructions financières de l'Office. A cet effet, l'Office a ouvert des comptes bancaires pour chacun de ces bureaux. Ces comptes sont généralement utilisés comme des fonds d'avances temporaires et servent à financer l'achat, entre autres, de denrées alimentaires fraîches destinées aux programmes d'alimentation de l'Office. Etant donné les pratiques commerciales prévalant dans une des zones, on a autorisé les bureaux locaux qui y sont implantés à acheter des denrées alimentaires fraîches pour un montant supérieur aux limites fixées par l'Office pour les avances temporaires. Dans une autre zone, le compte bancaire est utilisé pour effectuer des paiements pour le compte du bureau de zone. Ces paiements, qui peuvent représenter des sommes importantes, ne sont pas des déboursements sur fonds d'avance temporaires. L'Agence effectue actuellement une étude pour déterminer clairement les différentes catégories de paiements susceptibles d'être effectués à partir de ces comptes bancaires et pour faire en sorte que les limites imposées à chaque catégorie de paiements soient observées.

#### Biens fongibles et biens durables (par. 43 à 51 du rapport du Comité)

8. Comme il est indiqué au paragraphe 46, l'Administration, donnant suite à une recommandation des commissaires aux comptes, a mis en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985 un nouveau système de communication des données relatives à l'utilisation des stocks. L'Administration a également entrepris une révision globale des procédures à appliquer pour inventorier les biens de l'UNRWA et publiera sous peu une directive révisée sur cette question.



#### IV. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés 1 à XXV, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte de la situation financière de l'Office à la fin de l'exercice ainsi que des résultats de ses opérations pendant cette période. Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables indiqués, qui ont été appliqués de la même manière lors de l'exercice antérieur, et les opérations ont été conformes au règlement financier ainsi qu'aux décisions des organes délibérants.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

Le Premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) A. DEFOY

Le Président de la Commission de vérification des comptes des Philippines,

(Signé) Francisco S. TANTUICO, Jr

V. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS

Le 29 mars 1985

Je certifie que les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient figurant en annexe au présent document et numérotés de I à XXV sont exacts.

Le Contrôleur,

(Signé) Edward H. GREGORY

**VI. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1984**

ETAT I

ENSEMBLE DES FONDS

Crédits et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Activités	Dépenses renouvelables		Dépenses non renouvelables		Total des dépenses	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
<b><u>Titre premier. Enseignement</u></b>						
Enseignement général .....	96 380 000	94 055 920	3 872 000	2 074 002	100 252 000	96 129 922
Formation professionnelle et technique ..	12 354 000	11 222 721	1 706 000	342 023	14 060 000	11 564 744
Part des dépenses communes (titre IV) ..	13 440 000	12 930 477	557 000	329 870	13 997 000	13 260 347
<b>Total, titre premier</b>	<b>122 174 000</b>	<b>118 209 118</b>	<b>6 135 000</b>	<b>2 745 895</b>	<b>128 309 000</b>	<b>120 955 013</b>
<b><u>Titre II. Services sanitaires</u></b>						
Services médicaux .....	20 972 000	19 714 752	861 000	468 658	21 833 000	20 183 410
Alimentation d'appoint .....	9 815 000	9 269 405	56 000	25 315	9 871 000	9 294 720
Assainissement .....	7 152 000	6 874 186	775 000	499 289	7 927 000	7 373 475
Part des dépenses communes (titre IV) ..	7 219 000	6 944 440	305 000	178 040	7 524 000	7 122 480
<b>Total, titre II</b>	<b>45 158 000</b>	<b>42 802 783</b>	<b>1 997 000</b>	<b>1 171 302</b>	<b>47 155 000</b>	<b>43 974 085</b>
<b><u>Titre III. Secours</u></b>						
Logement .....	595 000	560 796	223 000	171 448	818 000	732 244
Assistance aux familles nécessiteuses ..	11 051 000	12 136 702	31 000	21 494	11 082 000	12 158 196
Secours et assistance sociale .....	3 829 000	3 463 227	224 000	121 008	4 053 000	3 584 235
Part des dépenses communes (titre IV) ..	6 382 000	6 128 322	275 000	157 762	6 657 000	6 286 084
<b>Total, titre III</b>	<b>21 857 000</b>	<b>22 289 047</b>	<b>753 000</b>	<b>471 712</b>	<b>22 610 000</b>	<b>22 760 759</b>
<b><u>Titre IV. Dépenses communes</u></b>						
Approvisionnement et transports .....	8 778 000	8 279 365	583 000	240 592	9 361 000	8 519 957
Autres services intérieurs .....	13 234 000	12 683 648	359 000	297 097	13 593 000	12 980 745
Administration centrale .....	5 029 000	5 040 226	195 000	127 983	5 224 000	5 168 209
<b>Total, titre IV</b>	<b>27 041 000</b>	<b>26 003 239</b>	<b>1 137 000</b>	<b>665 672</b>	<b>28 178 000</b>	<b>26 668 911</b>
Dépenses communes ventilées entre les divers programmes .....	(27 041 000)	(26 003 239)	(1 137 000)	(665 672)	(28 178 000)	(26 668 911)
<b>Solde du titre IV</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b><u>Titre V. Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes</u></b>						
Augmentation de la réserve pour indemnités à verser à la cessation de service (personnel régional) .....	-	-	3 353 000	2 744 211	3 353 000	2 744 211
Liquidation progressive du programme des rations de base .....	951 000	519 407	-	-	951 000	519 407
Programme de secours d'urgence au Liban, nord du Liban .....	-	-	114 000	113 992	114 000	113 992
Dépenses extraordinaires imputables aux troubles .....	-	-	163 000	215 587	163 000	215 587
<b>Total, titre V</b>	<b>951 000</b>	<b>519 407</b>	<b>3 630 000</b>	<b>3 073 790</b>	<b>4 581 000</b>	<b>3 593 197</b>
<b>Total général</b>	<b>190 140 000</b>	<b>183 820 355</b>	<b>12 515 000</b>	<b>7 462 699</b>	<b>202 655 000</b>	<b>191 283 054</b>

Tableau 1.1

## ENSEMBLE DES FONDS

Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<b>ENSEIGNEMENT</b>			
<u>Enseignement général</u>			
Enseignement primaire .....	54 137 016	1 217 655	55 354 671
Enseignement primaire supérieur .....	34 683 685	806 213	35 489 898
Enseignement secondaire .....	319 038	-	319 038
Activités de formation en cours d'emploi et centres pour le développement de l'enseignement .....	1 283 709	38 758	1 322 467
Centres de formation préscolaire .....	489 877	7 414	497 291
Ecole pour réfugiés déplacés du Liban ..	31 649	1 037	32 686
Administration .....	3 110 946	2 925	3 113 871
Total, enseignement général ..	<u>94 055 920</u>	<u>2 074 002</u>	<u>96 129 922</u>
<u>Formation professionnelle et technique</u>			
<u>Formation donnée dans les centres de l'Office</u>			
Centre de formation d'Ouadi Seir .....	1 819 413	92 500	1 911 913
Centre de formation d'Amman .....	1 535 944	41 891	1 577 835
Centre de formation professionnelle de Kalandia .....	958 735	49 187	1 007 922
Centre de formation pédagogique de garçons de Ramallah .....	584 691	6 581	591 272
Centre de formation féminin de Ramallah	1 376 055	44 483	1 420 538
Centre de formation professionnelle de Gaza .....	1 170 878	32 329	1 203 207
Centre de formation de Siblin .....	1 082 700	54 809	1 137 509
Centre de formation professionnelle de Damas .....	1 509 440	13 514	1 522 954
Total, formation donnée dans les centres de l'Office .....	<u>10 037 856</u>	<u>335 294</u>	<u>10 373 150</u>
<u>Formation donnée hors des centres de l'Office mais subventionnée par lui</u>			
Enseignement commercial .....	5 017	-	5 017
Enseignement infirmier .....	4 083	-	4 083
Cours de secrétariat .....	13 877	-	13 877
Formation artisanale des adultes .....	5 841	-	5 841
Formation en obstétrique .....	<u>8 586</u>	<u>-</u>	<u>8 586</u>
Total, formation donnée hors des centres de l'Office, mais subventionnée par lui .....	<u>37 404</u>	<u>-</u>	<u>37 404</u>

Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Dépenses communes au titre de la formation</u>			
Dépenses communes au titre de la formation professionnelle .....	471 118	1 386	472 504
Formation professionnelle d'instructeurs :			
Dans les centres de l'Office .....	-	-	-
Hors des centres de l'Office .....	-	5 343	5 343
Dépenses communes au titre de la formation pédagogique .....	150 364	-	150 364
Total, dépenses communes au titre de la formation .....	621 482	6 729	628 211
<u>Services de placement</u> .....	67 804	-	67 804
<u>Enseignement supérieur</u>			
Bourses d'études supérieures sur la rive occidentale .....	54 258	-	54 258
Bourses d'études supérieures en Jordanie .....	152 643	-	152 643
Bourses d'études supérieures en Egypte ...	12 264	-	12 264
Bourses d'études supérieures au Liban ....	16 039	-	16 039
Bourses d'études supérieures en République arabe syrienne .....	63 129	-	63 129
Bourses d'études supérieures en Iraq .....	2 555	-	2 555
Bourses d'études supérieures en Turquie ..	433	-	433
Bourses d'études supérieures en Arabie saoudite .....	1 640	-	1 640
Bourses d'études supérieures au Soudan ...	900	-	900
Bourses d'études supérieures en Algérie ..	900	-	900
Bourses d'études supérieures au Yémen démocratique .....	900	-	900
Total, enseignement supérieur ..	305 661	-	305 661
<u>Administration de la formation professionnelle et technique</u> .....	152 514	-	152 514
Total, formation professionnelle et technique .....	11 222 721	342 023	11 564 744
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports 47 p. 100	3 891 302	113 078	4 004 380
Autres services intérieurs 51 p. 100 .....	6 468 660	151 520	6 620 180
Administration centrale 51 p. 100 .....	2 570 515	65 272	2 635 787
Total, part des dépenses communes .....	12 930 477	329 870	13 260 347
Total, enseignement .....	118 209 118	2 745 895	120 955 013

Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<b>SERVICES SANITAIRES</b>			
<u>Services médicaux</u>			
Pharmacies .....	336 534	32 853	369 387
Laboratoires .....	377 130	20 164	397 294
Dispensaires .....	8 268 105	205 183	8 473 288
Centres de santé maternelle .....	269 656	420	270 076
Hôpitaux .....	5 839 211	102 280	5 941 491
Lutte contre la tuberculose .....	241 747	41 180	282 927
Hygiène mentale .....	445 998	-	445 998
Soins dentaires .....	324 084	39 511	363 595
Hygiène scolaire .....	305 668	-	305 668
Education sanitaire .....	191 314	892	192 206
Autres services médicaux .....	214 043	6 864	220 907
Hôpital Augusta Victoria .....	1 346 533	1 828	1 348 361
Centre de rééducation, sud du Liban .....	35 200	13 090	48 290
Administration .....	1 519 529	4 393	1 523 922
Total, services médicaux .....	19 714 752	468 658	20 183 410
<u>Alimentation d'appoint</u>			
Repas chauds .....	4 992 960	25 315	5 018 275
Distribution de lait .....	2 435 298	-	2 435 298
Autres rations d'appoint .....	1 481 492	-	1 481 492
Administration .....	359 655	-	359 655
Total, alimentation d'appoint ..	9 269 405	25 315	9 294 720
<u>Assainissement</u>			
Drainage des eaux de surface .....	39 187	274 796	313 983
Evacuation des ordures et des eaux ménagères .....	5 241 291	172 084	5 413 375
Approvisionnement en eau .....	1 164 420	49 932	1 214 352
Lutte contre les insectes et les rongeurs	51 827	618	52 445
Installations diverses .....	1 353	-	1 353
Administration .....	376 108	1 859	377 967
Total, assainissement .....	6 874 186	499 289	7 373 475
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 27 p. 100 .....	2 235 428	64 960	2 300 388
Autres services intérieurs, 26 p. 100 ....	3 297 749	77 245	3 374 994
Administration centrale, 28 p. 100 .....	1 411 263	35 835	1 447 098
Total, part des dépenses communes .....	6 944 440	178 040	7 122 480
Total, services sanitaires .....	42 802 783	1 171 302	43 974 085

Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<b>SECOURS</b>			
<u>Logement</u>			
Construction et entretien de logements ..	11 124	149 185	160 309
Amélioration des routes et des camps ....	154 052	22 263	176 315
Location de camps .....	382 748	-	382 748
Administration .....	12 872	-	12 872
Total, logement .....	560 796	171 448	732 244
<u>Assistance aux familles nécessiteuses</u>			
Fournitures .....	10 078 074	-	10 078 074
Frais de distribution .....	402 204	16 140	418 344
Couvertures et vêtements .....	1 225 304	-	1 225 304
Subventions et dons .....	381 706	-	381 706
Dépenses diverses .....	44 048	5 354	49 402
Administration .....	5 366	-	5 366
Total, assistance aux familles nécessiteuses .....	12 136 702	21 494	12 158 196
<u>Secours et assistance sociale</u>			
Contrôle de la qualité .....	53 265	-	53 265
Immatriculation et contrôle des listes ..	910 796	-	910 796
Centre d'apprentissage (couture) .....	345 808	69 214	415 022
Centre d'apprentissage (menuiserie) .....	21 499	-	21 499
Activités de jeunes .....	113 000	17 568	130 568
Activités féminines .....	42 910	22 673	65 583
Formation des jeunes handicapés .....	121 528	-	121 528
Administration .....	1 663 057	11 553	1 674 610
Centre de Gaza pour les aveugles .....	191 364	-	191 364
Total, secours et assistance sociale	3 463 227	121 008	3 584 235
<u>Part des dépenses communes</u>			
Approvisionnements et transports, 26 p. 100 .....	2 152 635	62 554	2 215 189
Autres services intérieurs, 23 p. 100 ...	2 917 239	68 332	2 985 571
Administration centrale, 21 p. 100 .....	1 058 448	26 876	1 085 324
Total, part des dépenses communes .....	6 128 322	157 762	6 286 084
Total, secours .....	22 289 047	471 712	22 760 759



Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<b>DEPENSES COMMUNES</b>			
<u>Approvisionnement et transports</u>			
Achats et contrôle des approvisionnements	1 135 709	-	1 135 709
Entreposage des approvisionnements .....	1 043 948	101 336	1 145 284
Service d'assurance pour les transports et les approvisionnements .....	68 890	-	68 890
Entretien des véhicules .....	1 009 351	14 863	1 024 214
Transport de personnes .....	1 543 306	113 215	1 656 521
Transport de marchandises .....	1 780 101	9 382	1 789 483
Opérations dans les ports .....	417 996	-	417 996
Administration .....	1 280 064	1 796	1 281 860
Total, approvisionnements et transports .....	<u>8 279 365</u>	<u>240 592</u>	<u>8 519 957</u>
<u>Ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport</u>			
Enseignement, 47 p. 100 .....	(3 891 302)	(113 078)	(4 004 380)
Services sanitaires, 27 p. 100 .....	(2 235 428)	(64 960)	(2 300 388)
Secours, 26 p. 100 .....	(2 152 635)	(62 554)	(2 215 189)
Total, ventilation des dépenses d'approvisionnement et de transport .....	<u>(8 279 365)</u>	<u>(240 592)</u>	<u>(8 519 957)</u>
<u>Autres services intérieurs</u>			
Personnel .....	1 748 852	40 134	1 788 986
Services administratifs .....	2 696 472	174 507	2 870 979
Etude de la rémunération et enquête sur les salaires .....	279 773	-	279 773
Gestion .....	425 711	-	425 711
Traduction .....	279 816	-	279 816
Contentieux .....	511 495	-	511 495
Finances .....	2 654 815	5 324	2 660 139
Traitement électronique de données .....	964 425	44 098	1 008 523
Vérification intérieure et extérieure des comptes .....	687 166	108	687 274
Services de protection .....	1 349 129	7 720	1 356 849
Services techniques .....	1 085 994	3 687	1 089 681
Centres de production, dépenses d'équipement .....	-	21 519	21 519
Total, autres services intérieurs .....	<u>12 683 648</u>	<u>297 097</u>	<u>12 980 745</u>

Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<u>Ventilation des dépenses des autres services intérieurs</u>			
Enseignement, 51 p. 100 .....	(6 468 660)	(151 520)	(6 620 180)
Services sanitaires, 26 p. 100 .....	(3 297 749)	(77 245)	(3 374 994)
Secours 23 p. 100 .....	(2 917 239)	(68 332)	(2 985 571)
Total, ventilation des dépenses des autres services intérieurs .....	(12 683 648)	(297 097)	(12 980 745)
<u>Administration centrale</u>			
Administration de l'Office .....	467 651	2 894	470 545
Administration des bureaux de zone .....	1 414 033	701	1 414 734
Administration régionale .....	1 197 646	66 660	1 264 306
Administration des camps .....	569 723	9 729	579 452
Information .....	927 029	43 723	970 752
Bureau chargé des relations extérieures et des contributions .....	283 746	-	283 746
Bureau de liaison de New York .....	157 974	4 276	162 250
Bureau du Caire .....	22 424	-	22 424
Total, administration centrale	5 040 226	127 983	5 168 209
<u>Ventilation des dépenses d'administration centrale</u>			
Enseignement, 51 p. 100 .....	(2 570 515)	(65 272)	(2 635 787)
Services sanitaires, 28 p. 100 .....	(1 411 263)	(35 835)	(1 447 098)
Secours, 21 p. 100 .....	(1 058 448)	(26 876)	(1 085 324)
Total, ventilation des dépenses d'administration centrale ...	(5 040 226)	(127 983)	(5 168 209)
Total, dépenses communes .....	26 003 239	665 672	26 668 911
Total, dépenses communes ventilées .....	(26 003 239)	(665 672)	(26 668 911)
Solde net, dépenses communes ..	-	-	-
Total, programme ordinaire ....	183 300 948	4 388 909	187 689 857

Tableau 1.1 (suite)

	Dépenses renouvelables	Dépenses non renouvelables	Total des dépenses
<b>DEPENSES EXTRAORDINAIRES</b>			
<u>Dépenses extraordinaires indépendantes des programmes</u>			
<u>Dépenses imputables aux secours d'urgence au Liban, nord du Liban</u>			
<u>Services sanitaires</u>			
Services médicaux .....	-	35 768	35 768
Alimentation d'appoint .....	-	69 143	69 143
Assainissement .....	-	9 081	9 081
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, secours d'urgence au Liban, nord du Liban .....	-	113 992	113 992
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Autres dépenses imputables aux troubles locaux au Liban</u>			
Evacuation des fonctionnaires recrutés sur le plan international et des personnes à leur charge .....	-	93 198	93 198
Indemnités de subsistance en voyage pour les fonctionnaires recrutés sur le plan local .....	-	9 120	9 120
Dépenses afférentes aux fonctionnaires recrutés sur le plan international ....	-	113 269	113 269
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, autres dépenses imputables aux troubles locaux au Liban .....	-	215 587	215 587
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Autres dépenses extraordinaires</u>			
Augmentation de la réserve pour indemnités à verser à la cessation de service aux fonctionnaires recrutés sur le plan local .....	-	2 744 211	2 744 211
Liquidation progressive du programme des rations de base .....	519 407	-	519 407
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, autres dépenses extraordinaires .....	519 407	2 744 211	3 263 618
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, dépenses extraordinaires	519 407	3 073 790	3 593 197
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total général .....	183 820 355	7 462 699	191 283 054
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

ETAT II

ENSEMBLE DES FONDS

Recettes et dépenses

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1984	31 décembre 1983
<b>RECETTES</b>		
Gouvernements	135 964 674	141 274 143
Organisations intergouvernementales :		
Communauté économique européenne	20 461 338	24 877 778
Fonds spécial de l'OPEP	1 000 000	1 313 000
Organismes des Nations Unies	16 380 867	7 710 001
Autres sources :		
Organisations non gouvernementales	3 474 013	5 824 874
Recettes accessoires	3 161 010	3 268 382
Gains au change	746 802	4 915 107
<b>TOTAL, RECETTES</b>	181 188 704	189 183 285
<b>DEPENSES</b>	191 283 054	210 918 091
<b>EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES</b>	(10 094 350)	(21 734 806)

## ETAT III

## ENSEMBLE DES FONDS

Actif et passif

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1984	31 décembre 1983
<b>ACTIF</b>		
Encaisse et disponible en banque	25 003 022	23 195 255
Contributions à recevoir :		
En espèces	13 151 196	34 661 133
En nature	4 725 879	8 161 380
Sommes à recevoir, moins provision pour créances irrécouvrables	1 902 332	1 910 556
Dépenses payées d'avance et avances aux fournisseurs	345 057	306 625
A recevoir de la Caisse de prévoyance du personnel régional	89 402	536 971
Stocks de fournitures	-	13 706 940
TOTAL, ACTIF	<u>45 216 888</u>	<u>82 478 860</u>
<b>PASSIF</b>		
Sommes à payer	6 570 671	11 426 936
Réserve pour engagements non réglés	3 715 384	23 372 060
Recettes perçues d'avance :		
En espèces	2 513 407	1 671 089
Réserve pour indemnités à verser à la cessation de service	-	25 779 442
Réserve pour frais de rapatriement	-	1 000 000
TOTAL, PASSIF	<u>12 799 462</u>	<u>63 249 527</u>
FONDS DE ROULEMENT - Fonds général	18 558 388	19 229 333
SOLDES DES FONDS DESTINES A DES PROJETS	13 859 038	-
Total passif et solde des fonds	<u>45 216 888</u>	<u>82 478 860</u>

ETAT IV

FONDS GENERAL

Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Contributions annoncées	144 352 731	7 700 215	152 052 946
Allocations de l'Organisation des Nations Unies	6 142 889	-	6 142 889
Recettes accessoires	3 161 010	-	3 161 010
Gains au change	746 802	-	746 802
<b>TOTAL, RECETTES</b>	<b>154 403 432</b>	<b>7 700 215</b>	<b>162 103 647</b>
Recettes destinées à des fins spéciales	8 431 268	-	8 431 268
<b>RECETTES BRUTES</b>	<b>162 834 700</b>	<b>7 700 215</b>	<b>170 534 915</b>
<b>DEPENSES</b>			
Programme ordinaire	166 972 903	10 578 493	177 551 396
Allocation nette aux fonds destinés à des projets	1 118 282	1 959 587	3 077 869
<b>DEPENSES BRUTES</b>	<b>168 091 185</b>	<b>12 538 080</b>	<b>180 629 265</b>
<b>EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES</b>	<b>(5 256 485)</b>	<b>(4 837 865)</b>	<b>(10 094 350)</b>

Tableau 4.1

FONDS GENERAL

Recettes accessoires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Nature	Montant
Intérêts bancaires	2 929 129
Vente d'emballages vides et de matériel hors d'usage	35 535
Remboursement des dépenses d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel régional	69 678
Bénéfices provenant d'activités productrices de recettes	30 076
Frais généraux récupérés sur des achats pour le compte de tiers	11 113
Recouvrements d'indemnités auprès de compagnies d'assurances	51 167
Divers	34 312
Total, recettes accessoires	<u>3 161 010</u>

Tableau 4.1 (A)

FONDS GENERAL

Centres de production et de vente, exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	Production de					
	Centre de broderie	Atelier de menuiserie d'imprimerie	parpaings de ciment, et de tuiles et carreaux	Boulangerie	Services d'entretien de bâtiments	Cartes de voeux et calendriers
						Total
<u>Dépenses de production et dépenses d'équipement</u>	295 501	277 085	176 217	1 954	172 621	10 772
						1 036 895
<u>Dépenses ventilées</u>						
Imputées sur d'autres activités	(146 530)	(273 709)	(161 368)	(1 954)	(170 978)	(1 312)
Imputées sur les centres de vente	(147 115)	(205)	-	-	-	(9 460)
	(293 645)	(273 914)	(161 368)	(1 954)	(170 978)	(10 772)
						(1 015 376)
<u>Dépenses non ventilées</u>						
Construction et matériel	1 856	3 171	14 849	-	1 643	-
						21 519
<u>Centres de ventes</u>						
Ventes	147 115	205	-	-	-	9 460
Coût des marchandises vendues	(122 081)	(187)	-	-	-	(4 436)
Bénéfices nets sur les ventes virés aux recettes	25 034	18	-	-	-	5 024
						30 076



Tableau 4.2

## FONDS GENERAL

## Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non versées au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 1984
<u>Gouvernements et organisations intergouvernementales</u>						
Allemagne, République fédérale d'	Contribution spéciale	2,5 millions de deutsche marks 7 177 000 deutsche marks	- -	926 784 2 526 223	926 784 2 526 223	- -
Arabie saoudite	Contribution spéciale		-	1 200 000	-	1 200 000
Australie			1 200 000	2 000 000	3 200 000	-
		1,4 million de dollars australiens	-	1 318 800	1 318 800	-
	Contribution spéciale	1 million de dollars australiens	-	882 200	882 200	-
Autriche			-	132 000	132 000	-
Bahamas			-	500	500	-
Bahreïn			-	15 000	15 000	-
Bangladesh	Pour 1983		-	5 000	5 000	-
Barbade			-	1 000	1 000	-
Belgique		18 millions de francs belges	-	283 172	283 172	-
Birmanie			-	1 000	1 000	-
Brésil			-	10 000	-	10 000
			10 000	-	-	10 000
Burkina Faso		500 000 francs CFA	1 445	-	1 445 a/	-
Canada		5,5 millions de dollars canadiens	-	4 272 557	4 272 557	-
Chili			-	5 000	5 000	-
Chine			-	50 000	50 000	-

Tableau 4.2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non versées au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 1984
Chypre			-	1 822	1 822	-
Communauté économique européenne		16 millions d'ECU	18 491 004	-	18 070 247	420 757
	Produits de base		-	11 448 000	11 448 000	-
	Remboursement des frais de transport maritime		-	1 444 896	-	1 444 896
Danemark		5,1 millions de couronnes danoises	-	547 886	547 886	-
Egypte		6 000 livres égyptiennes	-	7 299	-	7 299
Emirats arabes unis	Pour 1983		-	800 000	-	800 000
	Pour 1982		300 000	-	-	300 000
	Contribution spéciale pour 1982		500 000	-	-	500 000
Espagne			1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Etats-Unis d'Amérique			-	67 000 000	67 000 000	-
Finlande		2,2 millions de markaa	-	369 872	369 872	-
	Contribution spéciale	1 million de markaa	-	159 898	159 898	-
France		6,6 millions de francs français	-	829 146	829 146	-
	Pour 1984/1985	1,65 million de francs français	-	102 355	102 355	-
	Pour 1983/1984	1,5 million de francs français	-	58 740	58 740	-
	Contribution supplémentaire	300 000 francs français	35 757	-	35 757	-
Grèce			-	55 000	55 000	-
Inde		100 000 roupies	-	7 642	-	7 642
Indonésie			10 000	8 000	18 000	-
Iraq			3 500 000	-	3 500 000 a/	-
Irlande			-	295 865	295 865	-

Tableau 4.2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non versées au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reques en 1984	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 1984
Islande			-	9 500	9 500	-
Italie		2,5 milliards de lres	-	1 311 475	1 311 475	-
Jamahiriya arabe libyenne	Pour 1982 Contribution supplémentaire pour 1981		- 1 250 000	926 581 -	926 581 -	- 1 250 000
Jamaïque	Pour 1980		3 000 000	-	-	3 000 000
Japon			-	-	3 000	-
Koweït	Contribution spéciale		-	8 500 000	8 500 000	-
Luxembourg		369 000 francs luxembourgeois	-	600 000	600 000	-
Malaisie			-	500 000	-	500 000
Maldives			-	1 000	1 000	-
Malte			-	872	872	-
Maroc		228 000 dirhams	-	38 000	38 000	-
Maurice			-	1 250	1 250	-
Mexique			-	3 000	3 000	-
Monaco		7 000 francs français	-	815	815	-
Norvège		55 millions de couronnes norvégiennes	-	7 034 951	7 034 951	-
	Contribution supplémentaire	5 millions de couronnes norvégiennes	-	636 829	636 829	-
Nouvelle-Zélande		54 180 livres sterling	-	75 882	75 882	-
Oman	Contribution supplémentaire		-	25 000	25 000	-
			-	25 000	-	25 000

Tableau 4.2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non versées au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reques en 1984	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 1984
Pakistan		411 000 shillings autrichiens	-	20 927	20 927	-
Panama			-	500	500	-
Pays-Bas		4 960 000 florins	-	1 437 265	1 437 265	-
Philippines			-	2 967	2 967	-
Portugal			-	15 000	15 000	-
Qatar			100 000	-	-	100 000
République de Corée			-	5 000	5 000	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		5 millions de livres sterling	-	7 255 500	7 255 500	-
Saint-Siège	Contribution spéciale		-	2 500	2 500	-
			-	12 000	12 000	-
Sénégal			-	5 000	-	5 000
			322	-	-	322
Seychelles			-	500	500	-
Soudan			12 047	-	12 047 a/	-
Suède		55 millions de couronnes suédoises	-	6 878 959	6 878 959	-
Contribution extraordinaire		5 millions de couronnes suédoises	-	596 054	596 054	-
Suisse		1,7 millions de francs suisses	-	790 330	790 330	-
Thaïlande		360 500 baht	-	15 640	15 640	-
Togo		250 000 CFA	-	624	-	624
Tinité-et-Tobago	Contribution spéciale		-	2 488	2 488	-
			-	2 487	2 487	-

Tableau 4.2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non versées au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 1984
Tunisie	Contribution spéciale	6 600 dinars	-	7 616	-	7 616
Turquie		2 500 dinars	-	2 885	-	2 885
Yémen			-	19 123	19 123	-
Zimbabwe		6 000 dollars zimbabwéens	2 000	-	2 000 a/	-
			-	5 134	5 134	-
	Total gouvernements et organisations intergouvernementales		29 416 266	134 704 778	153 369 855	10 751 189
<u>Organisation des Nations Unies</u>						
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les secours d'urgence</u>						
			-	8 870 839	8 870 839	-
	Total, organismes des Nations Unies		-	8 870 839	8 870 839	-
<u>Organisations non gouvernementales</u>						
Arabian American Oil Co. (ARAMCO)			-	180 000	180 000	-
Australian Care for Refugees (AUSTCARE)			-	40 156	17 968	22 188
Fonds canadien de secours à l'enfance			-	56 292	56 292	-
Fondation Calouste Gulbenkian			-	5 883	5 883	-
Conseil norvégien pour les réfugiés			-	217 251	217 251	-
Sheikh Mohamad El-Zaben			-	162 600	162 600	-
Caritas (Suisse et Allemagne)			-	6 000	6 000	-
M. Nizar Halbawi			-	64 100	64 100	-
Donateurs divers			6 681	44 832	51 513	-
	Total, organisations non gouvernementales		6 681	777 114	761 607	22 188
	Total général		29 422 947	144 352 731	163 002 301	10 773 377

Note : Outre ces contributions en espèces, un montant de 6 142 889 dollars des Etats-Unis a été prélevé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour couvrir les dépenses afférentes aux fonctionnaires de l'UNRWA recrutés sur le plan international, ce qui porte le total des recettes en espèces à 150 495 620 dollars. Sur cette allocation, un montant de 7 889 dollars n'avait pas encore été versé à la fin de l'exercice.

a/ Montant inscrit au compte de profits et pertes.

## FONDS GENERAL

## Rapport sur les contributions en nature et les services au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Gouvernements et donateurs divers</u>					
Autorités de Gaza	Loyer	-	94 613	94 613	-
	Fournitures médicales	-	7 259	7 259	-
Communauté économique européenne	800 tonnes de beurre émulsionné	-	1 612 743	-	1 612 743
	30 tonnes d'huile d'olive	-	52 029	-	52 029
	950 tonnes de lait écrémé	-	855 899	-	855 899
	Produits alimentaires	752 626	-	752 626	-
France	Loyer	-	117 755	117 755	-
Inde	Fourniture d'articles de sport (100 000 roupies)	-	7 642	-	7 642
	Pansements (200 000 roupies)	-	-	-	-
	(contribution annoncée pour 1983)	19 822	-	-	19 822
	Pansements (200 000 roupies) (contribution annoncée pour 1982)	19 822	-	-	19 822
Israël	Services portuaires	-	71 866	71 866	-
	Services de transport	-	135 285	135 285	-
	Eau	-	68 900	68 900	-
Japon	Farine	1 828 615	-	1 828 615	-
Jordanie	Loyer	-	161 929	161 929	-
	Eau	-	619 536	619 536	-
	Fournitures médicales	-	641	641	-
	Réseaux d'assainissement	-	171 630	171 630	-
Liban	Loyer, services de laboratoire et de radiologie	-	29 302	29 302	-
	Espèces - 60 000 livres libanaises destinées au paiement du loyer	-	6 744	-	6 744
République arabe syrienne	Loyer	-	104 916	104 916	-
	Eau	-	14 669	14 669	-
	Remboursement de frais portuaires	2 600	8 638	10 181	1 057
Sri Lanka	Remboursement de frais de transport	880	16 988	14 371	3 497
	Thé (livré c.f. ports de l'Office)	-	2 000	2 000	-

Tableau 4.3 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
Suisse	Farine (6 000 tonnes livrées c.a. l. ports de l'Office) - 4,5 millions de francs suisses	392 640	1 875 000	2 001 628	266 012
Yugoslavie	Fournitures médicales	35 850	25 000	35 850	25 000
	Fournitures médicales pour 1983 (contribution annoncée en 1984)	-	25 000	-	25 000
	Total, gouvernements et donateurs divers	3 052 855	6 085 984	6 243 572	2 895 267
<u>Organismes des Nations Unies</u>					
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)	Personnel	-	897 279	897 279	-
	Frais de déplacements internes du personnel associé	-	2 660	2 660	-
Organisation mondiale de la santé (OMS)	Personnel	-	467 200	467 200	-
	Total, organismes des Nations Unies	-	1 367 139	1 367 139	-
<u>Organisations non gouvernementales</u>					
MISEREOR	Terre des hommes	-	60 454	60 454	-
OXFAM, Royaume-Uni	American Near East Refugee Aid	-	23 813	23 813	-
Service chrét. du mondial	Conseil des Eglises du Proche-Orient	550	11 661	11 661	-
Autorités locales, République arabe syrienne	Donateurs divers	-	18 419	18 969	-
		-	5 000	5 000	-
		-	29 925	29 925	-
		-	6 154	6 154	-
		-	91 666	91 666	-
	Total, organisations non gouvernementales	550	247 092	247 642	-
	Total général	3 053 405	7 700 215	7 858 353	2 895 267

## ETAT V

## FONDS GENERAL

Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

**ACTIF**

Encaisse et disponible en banque		11 798 027
Contributions à recevoir :		
En espèces	10 781 266	
En nature	<u>2 895 267</u>	
		13 676 533
Sommes à recevoir, moins provision pour créances irrécouvrables		1 902 332
Dépenses payées d'avance et avances aux fournisseurs		345 057
A recevoir des fonds destinés à des projets		2 838 499
A recevoir de la Caisse de prévoyance du personnel régional		<u>89 402</u>
TOTAL, ACTIF		<u><u>30 649 850</u></u>

**PASSIF**

Sommes à payer		6 509 291
Réserve pour engagements non réglés		3 715 384
Recettes perçues d'avance :		
En espèces		<u>1 866 787</u>
TOTAL, PASSIF		<u><u>12 091 462</u></u>

**FONDS DE ROULEMENT**

Solde au 1er janvier 1984		19 229 333
A ajouter :		
Virements opérés sur réserves et autres ajustements	<u>33 810 167</u>	
	53 039 500	
A déduire :		
Virements aux fonds destinés à des projets, conversion des stocks et imputations sur les contributions	<u>24 386 762</u>	
EXCEDENT DES DEPENSES SUR LES RECETTES	<u>10 094 350</u>	
	<u>34 481 112</u>	
Solde au 31 décembre 1984		18 558 388
TOTAL, PASSIF ET FONDS DE ROULEMENT		<u><u>30 649 850</u></u>



## ETAT VI

## FONDS GENERAL

Fonds de roulement (réserve d'exploitation)

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1984	31 décembre 1983
Solde au 1er janvier	<u>19 229 333</u>	<u>9 192 865</u>
A ajouter :		
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	6 037 884	1 039 865
Annulation de la réserve pour indemnités à la cessation de service	26 521 821	30 717 071
Annulation de la réserve pour frais de rapatriement	1 000 000	-
Exigibilités surévaluées au titre d'exercices antérieurs	241 862	326 110
Surimputation de variations de prix pendant l'exercice en cours	8 600	-
Autres ajustements des comptes d'exercices antérieurs, crédités au fonds de roulement	-	112 893
	<u>33 810 167</u>	<u>32 195 939</u>
A déduire :		
Transformation du poste "stocks" en postes d'actif pour mémoire	11 901 958	-
Virement aux comptes des fonds destinés à des projets	8 431 268	-
Montant non ventilé au titre des variations de prix	-	6 544
Inscription au compte de profits et pertes de contributions en nature dont la livraison a été incomplète et de contributions annoncées mais non acquittées	4 053 536	415 997
Autres ajustements des comptes d'exercices antérieurs, portés au débit du fonds de roulement	-	2 124
Excédent des dépenses sur les recettes	<u>10 094 350</u>	<u>21 734 806</u>
	<u>34 481 112</u>	<u>22 159 471</u>
Solde au 31 décembre	<u><u>18 558 388</u></u>	<u><u>19 229 333</u></u>

## FONDS DESTINES A DES PROJETS

Alimentation d'appoint

Bourses d'études supérieures - Arabian American Oil Co (ARAMCO)

Fonds spécial de l'OPEP - Phase II

Fonds spécial de l'OPEP - Phase III

Construction d'écoles

Travaux de construction divers

Centre de Gaza pour les aveugles

Programme préscolaire à Gaza

Autres projets à Gaza

Secours d'urgence au Liban

Reconstruction au Liban

Services de soins de santé intermédiaire à Saida (Liban)

Centre de rééducation UNRWA, sud du Liban

Centre d'apprentissage (couture), camp de Shatila (Liban)

Centre de formation pédagogique de garçons de Ramallah,  
et Centre de formation féminin de Ramallah

ETAT VII

ALIMENTATION D'APPOINT

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Contributions annoncées	<u>3 246 349</u>	<u>2 429 394</u>	<u>5 665 743</u>
TOTAL, RECETTES	<u>3 246 349</u>	<u>2 429 394</u>	<u>5 665 743</u>
<b>DEPENSES</b>			
	<u>3 246 349</u>	<u>2 429 394</u>	<u>5 665 743</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note : Outre les dépenses indiquées ci-dessus, un montant de 3 628 977 dollars, comprenant 1 114 421 dollars en espèces et 2 514 556 dollars en nature, a été consacré à ce projet, grâce à des fonds prélevés sur le Fonds général.

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

<b>ACTIF</b>		
Contributions à recevoir		<u>1 683 002</u>
TOTAL, ACTIF		<u>1 683 002</u>
<b>PASSIF</b>		
Sommes à verser au Fonds général		<u>1 683 002</u>
TOTAL, PASSIF		<u>1 683 002</u>
SOLDE DU FONDS		<u>-</u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS		<u>1 683 002</u>

Tableau 7.1

ALIMENTATION D'APPOINT

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Communauté économique européenne	Dépenses de fonctionnement et produits de base	-	3 224 419	2 898 000	326 419
Suisse	Remboursement de frais de transport maritime	-	21 930	21 930	-
	Total, contributions en espèces	-	3 246 349	2 919 930	326 419
<u>Contributions en nature</u>					
Communauté économique européenne	200 tonnes de beurre émulsionné 900 tonnes de lait écrémé	- -	403 186 810 851	- -	403 186 810 851
Suisse	300 tonnes de lait entier	-	1 205 357	1 062 811	142 546
	Total, contributions en nature	-	2 419 394	1 062 811	1 356 583
	Total général	-	5 665 743	3 982 741	1 683 002

ETAT VIII

BOURSES D'ETUDES SUPERIEURES

Arabian American Oil Co. (ARAMCO)

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Contributions annoncées	<u>75 000</u>	<u>-</u>	<u>75 000</u>
<b>DEPENSES</b>	<u>22 187</u>	<u>-</u>	<u>22 187</u>
<b>EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES</b>	<u>52 813</u>	<u>-</u>	<u>52 813</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

**ACTIF**

Disponible en banque	<u>52 813</u>
<b>TOTAL, ACTIF</b>	<u>52 813</u>

**PASSIF**

<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>52 813</u>
<b>TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS</b>	<u>52 813</u>

Tableau 8.1

BOURSES D'ETUDES SUPERIEURES

Arabian American Oil Co. (ARAMCO)

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>				
ARAMCO	<u>-</u>	<u>75 000</u>	<u>75 000</u>	<u>-</u>
Total, contributions en espèces	<u>-</u>	<u>75 000</u>	<u>75 000</u>	<u>-</u>

ETAT IX

FONDS SPECIAL DE L'OPEP - PHASE II

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

---

RECETTES	-
	<u>          </u>
DEPENSES	-
	<u>          </u>

---

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Contributions à recevoir	563 000
	<u>          </u>
TOTAL, ACTIF	563 000
	<u>          </u>

PASSIF

Sommes à verser au Fonds général	221 166
	<u>          </u>
TOTAL, PASSIF	221 166
	<u>          </u>

SOLDE DU FONDS	341 834
	<u>          </u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	563 000
	<u>          </u>

---

Tableau 9.1

FONDS SPECIAL DE L'OPEP - PHASE II

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions</u> <u>en espèces</u>				
Fonds spécial de l'OPEP	<u>963 000</u>	<u>-</u>	<u>400 000</u>	<u>563 000</u>
Total, contributions en espèces	<u><u>963 000</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>400 000</u></u>	<u><u>563 000</u></u>



ETAT X

FONDS SPECIAL DE L'OPEP - PHASE III

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Contributions annoncées	<u>1 000 000</u>	<u>-</u>	<u>1 000 000</u>
<b>DEPENSES</b>	<u>11 818</u>	<u>-</u>	<u>11 818</u>
<b>EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES</b>	<u><u>988 182</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>988 182</u></u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

**ACTIF**

Contributions à recevoir	<u>1 000 000</u>
<b>TOTAL, ACTIF</b>	<u><u>1 000 000</u></u>

**PASSIF**

Sommes à verser au Fonds général	<u>11 818</u>
<b>TOTAL, PASSIF</b>	<u><u>11 818</u></u>

<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u><u>988 182</u></u>
<b>TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS</b>	<u><u>1 000 000</u></u>

Tableau 10.1

FONDS SPECIAL DE L'OPEP - PHASE III

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>				
Fonds spécial de l'OPEP	<u>-</u>	<u>1 000 000</u>	<u>-</u>	<u>1 000 000</u>
Total, contributions en espèces	<u>-</u>	<u>1 000 000</u>	<u>-</u>	<u>1 000 000</u>

ETAT XI

CONSTRUCTION D'ECOLES

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

RECETTES

-

DEPENSES

-

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Disponible en banque

1 654 402

TOTAL, ACTIF

1 654 402

PASSIF

SOLDE DU FONDS

1 654 402

TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS

1 654 402

Tableau 11.1

CONSTRUCTION D'ECOLES

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Canada	1,9 millions de dollars canadiens	1 526 104	-	1 526 104	-
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES		1 526 104	-	1 526 104	-

ETAT XII

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DIVERS

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Contributions annoncées	<u>2 263 240</u>	<u>-</u>	<u>2 263 240</u>
<b>DEPENSES</b>	<u>249 609</u>	<u>-</u>	<u>249 609</u>
<b>EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES</b>	<u><u>2 013 631</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>2 013 631</u></u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

**ACTIF**

Disponible en banque	<u>2 013 631</u>
<b>TOTAL, ACTIF</b>	<u><u>2 013 631</u></u>

**PASSIF**

<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>2 013 631</u>
<b>TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS</b>	<u><u>2 013 631</u></u>

Tableau 12.1

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DIVERS

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Canada	3 millions de dollars canadiens	-	2 263 240	2 263 240	-
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES		-	2 263 240	2 263 240	-

ETAT XIII

CENTRE DE GAZA POUR LES AVEUGLES

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>191 364</u>	<u>-</u>	<u>191 364</u>
DEPENSES	<u>191 364</u>	<u>-</u>	<u>191 364</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Contributions à recevoir	<u>82 872</u>
TOTAL, ACTIF	<u>82 872</u>

PASSIF

Sommes à verser au Fonds général	<u>82 872</u>
TOTAL, PASSIF	<u>82 872</u>

SOLDE DU FONDS

TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>82 872</u>
---------------------------------	---------------

Tableau 13.1

CENTRE DE GAZA POUR LES AVEUGLES

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions</u> <u>en espèces</u>				
Mission pontificale pour la Palestine	84 502	177 526	179 156	82 872
Donateurs divers	<u>-</u>	<u>13 838</u>	<u>13 838</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES</b>	<u><u>84 502</u></u>	<u><u>191 364</u></u>	<u><u>192 994</u></u>	<u><u>82 872</u></u>



ETAT XIV

PROGRAMME PRESCOLAIRE A GAZA

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>461 871</u>	<u>-</u>	<u>461 871</u>
TOTAL, RECETTES	<u>461 871</u>	<u>-</u>	<u>461 871</u>
DEPENSES	<u>461 871</u>	<u>-</u>	<u>461 871</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Note : Outre les dépenses indiquées ci-dessus, un montant de 29 515 dollars prélevé sur le Fonds général, a été consacré à ce projet.

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF	
Contributions à recevoir	<u>224 265</u>
TOTAL, ACTIF	<u>224 265</u>
PASSIF	
Sommes à verser au Fonds général	<u>224 265</u>
TOTAL, PASSIF	<u>224 265</u>
SOLDE DU FONDS	<u>-</u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>224 265</u>

Tableau 14.1

PROGRAMME PRESCOLAIRE A GAZA

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions</u> <u>en espèces</u>				
American Friends Service Committee	46 127	310 588	132 450	224 265
Mission internationale chrétienne de Terre sainte	-	71 000	71 000	-
Quaker Service, Norvège	-	9 872	9 872	-
Donateurs divers	-	70 411	70 411	-
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES	<u>46 127</u>	<u>461 871</u>	<u>283 733</u>	<u>224 265</u>

ETAT XV

AUTRES PROJETS A GAZA

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>1 244 155</u>	<u>-</u>	<u>1 244 155</u>
DEPENSES	<u>1 244 155</u>	<u>-</u>	<u>1 244 155</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Disponible en banque	<u>646 620</u>
TOTAL, ACTIF	<u>646 620</u>

PASSIF

Recettes reçues d'avance	<u>646 620</u>
TOTAL, PASSIF	<u>646 620</u>

SOLDE DU FONDS

TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>646 620</u>
---------------------------------	----------------

Tableau 15.1

AUTRES PROJETS A GAZA

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Monnaie	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Donateurs divers	Dinars jordaniens	-	1 244 155	1 244 155	-
TOTAL, CONTRIBUTION EN ESPECES		-	1 244 155	1 244 155	-

ETAT XVI

SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>139 646</u>	<u>554 969</u>	<u>694 615</u>
DEPENSES	<u>113 992</u>	<u>-</u>	<u>113 992</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>25 654</u>	<u>554 969</u>	<u>580 623</u>

Note : Pendant l'exécution de ce projet, actuellement terminé, il a fallu faire face à un excédent important des dépenses sur les recettes en opérant des prélèvements sur le Fonds général. En conséquence, l'excédent des recettes sur les dépenses indiqué ci-dessus a été reversé au Fonds général.

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Disponible en banque	6 404
Contributions à recevoir	<u>550 479</u>
TOTAL, ACTIF	<u>556 883</u>

PASSIF

Sommes à verser au Fonds général	556 883
TOTAL, PASSIF	<u>556 883</u>

SOLDE DU FONDS

TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>556 883</u>
---------------------------------	----------------

Tableau 16.1

SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Allemagne, République fédérale d'	Programme de soins de de santé au Liban	-	120 000	120 000	-
Communauté économique européenne	Remboursement de frais de transport maritime	145 200	19 250	88 000	76 450
Sénégal		5 000	-	5 000 a/	-
Donateurs divers		-	396	396	-
<b>TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES</b>		<u>150 200</u>	<u>139 646</u>	<u>213 396</u>	<u>76 450</u>
<u>Contributions en nature et services</u>					
Australie	Viande de boeuf en conservation	479 505	-	479 505	-
Belgique	Farine	625 000	-	625 000	-
Communauté économique européenne	100 tonnes de beurre émulsionné	-	201 592	-	201 592
	250 tonnes de lait écrémé	-	229 325	-	229 325

Tableau 16.1 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
Communauté économique européenne (suite)	371,26 tonnes d'huile d'olive (contribution annoncée pour 1983)	820 153	-	788 717	31 436
	1 000 tonnes de lait écrémé (contribution annoncée pour 1983)	1 041 430	-	1 041 430	-
France	Farine	359 712	-	359 712	-
Italie	Concentré de tomate	200 474	-	200 474	-
Japon	Farine	2 760 130	-	2 760 130	-
Yugoslavie	Couvertures	7 813	-	7 813	-
Redd Barna, Norvège	Dépenses de personnel	-	31 518	19 842	11 676
Fonds de secours à l'enfance, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dépenses de personnel	-	33 363	33 363	-
Croix-Rouge, Yougoslavie	Couvertures	-	759	759	-
FISE	Fournitures médicales	-	58 412	58 412	-
Donateurs divers		395 449	-	395 449	-
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN NATURE ET SERVICES					
		6 689 666	554 969	6 770 606	474 029
TOTAL GENERAL					
		6 839 866	694 615	6 984 002	550 479

a/ Montants inscrits au compte des profits et pertes.

ETAT XVII

RECONSTRUCTION AU LIBAN

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>4 783 244</u>	<u>-</u>	<u>4 783 244</u>
	<u>4 783 244</u>	<u>-</u>	<u>4 783 244</u>
DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>4 783 244</u>	<u>-</u>	<u>4 783 244</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF	
Disponible en banque	<u>8 214 778</u>
	<u>8 214 778</u>
TOTAL, ACTIF	<u>-</u>
PASSIF	
SOLDE DU FONDS	<u>8 214 778</u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>8 214 778</u>



Tableau 17.1

RECONSTRUCTION AU LIBAN

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Arabie saoudite		-	4 000 000	4 000 000	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	500 000 livres sterling 500 000 livres sterling	-	738 500	738 500	-
Conseil of Organization for Relief, Rehabilitation and Development Inc. (CORSO)	15 000 dollars	723 589	-	723 589	-
- Nouvelle-Zélande	néo-zélandais	-	9 744	9 744	-
World Vision					
- Etats-Unis d'Amérique		-	35 000	35 000	-
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES		723 589	4 783 244	5 506 833	-

ETAT XVIIII

SERVICE DE SOINS DE SANTE INTERMEDIAIRES A SAIDA (LIBAN)

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

---

RECETTES	-
	<u>          </u>
DEPENSES	-
	<u>          </u>

---

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF	
Disponible en banque	61 380
	<u>          </u>
TOTAL, ACTIF	61 380
	<u>          </u>
PASSIF	
Sommes à payer	61 380
	<u>          </u>
TOTAL, PASSIF	61 380
	<u>          </u>
SOLDE DU FONDS	
	-
	<u>          </u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	61 380
	<u>          </u>

---

ETAT XIX

CENTRE DE REEDUCATION UNRWA SUD DU LIBAN

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>76 111</u>	<u>13 768</u>	<u>89 879</u>
DEPENSES	<u>76 111</u>	<u>13 768</u>	<u>89 879</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Contributions à recevoir	<u>54 159</u>
TOTAL, ACTIF	<u><u>54 159</u></u>

PASSIF

Sommes à verser au Fonds général	<u>54 159</u>
TOTAL, PASSIF	<u><u>54 159</u></u>

SOLDE DU FONDS

TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u><u>54 159</u></u>
------------------------------------	----------------------

Tableau 19.1

CENTRES DE REEDUCATION UNRWA SUD DU LIBAN

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions</u> <u>en espèces</u>				
Conseil norvégien pour les réfugiés	<u>42 763</u>	<u>76 111</u>	<u>64 715</u>	<u>54 159</u>
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES	<u>42 763</u>	<u>76 111</u>	<u>64 715</u>	<u>54 159</u>
<u>Contributions en</u> <u>nature</u>				
Conseil norvégien pour les réfugiés	<u>-</u>	<u>13 768</u>	<u>13 768</u>	<u>-</u>
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN NATURE	<u>-</u>	<u>13 768</u>	<u>13 768</u>	<u>-</u>
TOTAL GENERAL	<u><u>42 763</u></u>	<u><u>89 879</u></u>	<u><u>78 483</u></u>	<u><u>54 159</u></u>

ETAT XX

CENTRE D'APPRENTISSAGE (COUTURE)

CAMP DE SHATILA (LIBAN)

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Association de secours du peuple norvégien	<u>28 376</u>	<u>-</u>	<u>28 376</u>
DEPENSES	<u>10 738</u>	<u>-</u>	<u>10 738</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>17 638</u>	<u>-</u>	<u>17 638</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Contributions à recevoir	<u>28 376</u>
TOTAL, ACTIF	<u>28 376</u>

PASSIF

Sommes à verser au Fonds général	<u>10 738</u>
TOTAL, PASSIF	<u>10 738</u>
SOLDE DU FONDS	<u>17 638</u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>28 376</u>

Tableau 20.1

CENTRE D'APPRENTISSAGE (Couture)

CAMP DE SHATILA (LIBAN)

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions</u> <u>en espèces</u>				
Association de secours du peuple norvégien	-	28 376	-	28 376
TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES	-	28 376	-	28 376

ETAT XXI

CENTRE DE FORMATION PEDAGOGIQUE DE GARCONS (RAMALLAH) ET  
CENTRE DE FORMATION FEMININE (RAMALLAH)

I. Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
RECETTES			
Contributions annoncées	<u>2 587 570</u>	<u>-</u>	<u>2 587 570</u>
DEPENSES	<u>2 011 810</u>	<u>-</u>	<u>2 011 810</u>
EXCEDENT DES RECETTES SUR LES DEPENSES	<u>575 760</u>	<u>-</u>	<u>575 760</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Disponible en banque	561 371
Contributions à recevoir	<u>14 389</u>
TOTAL, ACTIF	<u>575 760</u>

PASSIF

SOLDE DU FONDS	<u>575 760</u>
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS	<u>575 760</u>

Tableau 21.1

**CENTRE DE FORMATION PEDAGOGIQUE DE GARCONS (RAMALLAH) ET  
CENTRE DE FORMATION FEMININE (RAMALLAH)**

Rapport sur les contributions au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Montant en monnaie nationale	Contributions annoncées mais non reçues au 1er janvier 1984	Contributions annoncées en 1984	Contributions reçues en 1984	Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1984
<u>Contributions en espèces</u>					
Danemark	29 millions de couronnes danoises pour 1984-1985	-	872 364	872 364	-
	22 millions de couronnes danoises pour 1983-1984	-	1 525 236	1 525 236	-
Rådda Barnen, Suède		-	185 852	171 463	14 389
Federation of Business and Professional Women, Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		-	4 118	4 118	-
<b>TOTAL, CONTRIBUTIONS EN ESPECES</b>		-	<u>2 587 570</u>	<u>2 573 181</u>	<u>14 389</u>



ETAT XXII

FONDS DU CAMP DE BAYSSARIEH

I. Compte d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

Contributions reçues :

Du Gouvernement libanais (5 millions de livres libanaises) .....	1 600 000
Du Gouvernement néerlandais (24 150 livres sterling et 50 000 florins) .....	69 783
	<u>1 669 783</u>

A ajouter :

Intérêts bancaires .....	2 103 768
	<u>3 773 551</u>

A déduire :

Dépenses effectuées .....	170 424
Solde disponible au 31 décembre .....	<u>3 603 127</u>

II. Actif et passif au 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

ACTIF

Disponible en banque .....	3 603 127
TOTAL, ACTIF .....	<u>3 603 127</u>

PASSIF

SOLDE DU FONDS .....	-
SOLDE DU FONDS .....	3 603 127
TOTAL, PASSIF ET SOLDE DU FONDS .....	<u>3 603 127</u>

ETAT XXIII

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Compte de répartition des recettes

(En dollars des Etats-Unis)

	Exercice terminé le	
	31 décembre 1984	31 décembre 1983
Solde au 1er janvier .....	16 993 824	19 753 470
A ajouter :		
Virement opéré sur l'excédent non réparti ....	1 400 000	-
	18 393 824	19 753 470
A déduire :		
Intérêts crédités aux comptes des participants au titre d'exercices antérieurs .....	18 061 417	19 347 530
Solde des exercices antérieurs .....	332 407	405 940
A ajouter :		
Revenu net des placements .....	23 394 982	19 419 804
A déduire :		
Pertes nettes au change sur les versements aux participants ayant quitté l'Office .....	348	(26 832)
	23 394 634	19 446 636
A déduire :		
Dépenses d'administration .....	95 379	85 379
Revenu net .....	23 299 550	19 361 257
Solde provisoire .....	23 631 957	19 767 197
A déduire :		
Virement de 10 p. 100 du revenu net à l'excédent non réparti .....	2 329 955	1 936 126
	21 302 002	17 831 071
A déduire :		
Intérêts versés sur les crédits ayant fait l'objet de retraits pendant l'exercice .....	873 135	837 427
Solde au 31 décembre .....	20 428 867	16 993 824

ETAT XXIV

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Excédent non réparti

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Exercice terminé le</u>	
	<u>31 décembre 1984</u>	<u>31 décembre 1983</u>
Solde au 1er janvier .....	6 480 238	4 712 698
A déduire :		
Virement aux recettes à répartir .....	<u>1 400 000</u>	<u>-</u>
	5 080 238	4 712 698
A déduire :		
Versements aux participants ayant quitté l'Office .....	<u>225 978</u>	<u>168 586</u>
	4 854 260	4,544 112
A ajouter :		
Virement opéré sur les recettes de l'exercice en cours .....	<u>2 329 955</u>	<u>1 936 126</u>
Solde au 31 décembre .....	<u><u>7 184 215</u></u>	<u><u>6 480 238</u></u>

## ETAT XXV

## CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Actif et passif

(En dollars des Etats-Unis)

	Au 31 décembre 1984	Au 31 décembre 1983
<b>ACTIF</b>		
Placements :		
Bank of America, Londres.....	53 460 094	48 398 470
Bankers Trust, Londres .....	66 441 611	61 685 990
First National Bank of Chicago, Genève .....	77 570 908	69 585 520
Creditanstalt Bankverein, Vienne .....	56 714 739	38 872 390
	<u>254 187 352</u>	<u>218 542 370</u>
<b>PASSIF</b>		
Crédits des participants en activité :		
Crédits en dollars des Etats-Unis (à Gaza) ...	50 005 822	41 725 597
Crédits en dollars des Etats-Unis (au Liban)	29 419 161	26 552 442
Crédits en dollars des Etats-Unis (en République arabe syrienne) .....	26 948 945	21 706 378
Crédits en dinars jordaniens (Jordanie et rive occidentale)		
44 719 693 dinars jordaniens au taux de change de 2,4722 dinars pour un dollar des E.-U. ....	110 556 024	95 154 094
Crédits en schillings autrichiens (siège, Vienne) 188 096 432 schillings autrichiens au taux de change de 0,0454 schilling pour un dollar des E.-U. ....	<u>8 539 578</u>	<u>7 751 477</u>
Total, crédits des participants en activité .....	225 469 530	192 889 988
Crédits des anciens participants .....	272 878	1 194 924
Sommes à verser au Fonds général de l'Office ...	89 402	536 971
Solde des ajustements de change .....	742 460	446 425
<b>Excédent</b>		
Recettes à répartir .....	20 428 867	16 993 824
Excédent non réparti .....	<u>7 184 215</u>	<u>6 480 238</u>
	<u>254 187 352</u>	<u>218 542 370</u>

Tableau 25.1

## CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984

(En dollars des Etats-Unis)

	Bank of America, Londres	Bankers Trust, Londres	First National Bank of Chicago, Genève	Creditanstalt Bankverein, Vienne	Total
Placements au 1er janvier	48 398 470	61 685 990	69 585 520	38 872 390	218 542 370
A ajouter :					
Capitalisation pendant l'exercice	-	-	-	12 250 000	12 250 000
	48 398 470	61 685 990	69 585 520	51 122 390	230 792 370
Revenu brut des placements	5 207 257	4 836 416	8 080 123	5 630 378	23 754 174
A déduire :					
Honoraires des sociétés de gestion des placements	145 633	80 795	94 735	38 029	359 192
Revenu net des placements	5 061 624	4 755 621	7 985 388	5 592 349	23 394 982
Placements au 31 décembre	53 460 094	66 441 611	77 570 908	56 714 739	254 187 352
Rendement des placements	10,5 p. 100	7,7 p. 100	11,5 p. 100	12,6 p. 100	10,4 p. 100

Tableau 25.1 (suite)

	Bank of America, Londres	Bankers Trust, Londres	First National Bank of Chicago, Genève	Creditanstalt Bankverein, Vienne	Total
<u>Répartition des placements</u>					
<u>par monnaie</u>			<u>Pourcentage</u>		
Dollars des Etats-Unis .....	86,5	69,1	99,4	99,8	88,9
Livres sterling .....	1,1	1,0	-	-	0,5
Francs suisses .....	-	-	0,1	-	-
Deutsche marks .....	12,4	0,8	0,5	-	3,0
Schillings autrichiens .....	-	-	-	0,2	-
Yen japonais .....	-	16,1	-	-	4,2
Unités de compte européennes (ECU)	-	13,0	-	-	3,4
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
<u>Répartition des placements selon</u>					
<u>l'échéance</u>			<u>Pourcentage</u>		
Echéance de 2 ans ou moins .....	52,7	59,3	66,6	49,4	57,9
Echéance de 7 ans ou moins .....	47,3	40,7	33,4	50,6	42,1
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

Note 1. Récapitulation de principes comptables importants

On trouvera exposés ci-après quelques-uns des principes comptables importants de l'Office. Ces principes s'appliquent principalement au Fonds général, mais ils sont également valables pour les fonds destinés à des projets pour le Fonds du camp de Bayssarieh et pour la Caisse de prévoyance du personnel régional, le cas échéant.

a) Les comptes de l'Office sont tenus conformément au règlement financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, tel qu'il a été arrêté par le Commissaire général en consultation avec le Secrétaire général et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

b) L'exercice financier de l'Office correspond à l'année civile;

c) La comptabilité de l'Office pose comme prémisses la continuité des opérations et repose essentiellement sur la prudence;

d) L'actif et le passif, ainsi que les recettes et les dépenses, sont normalement comptabilisés sur la base de l'exercice. La principale exception à ce principe tient à ce que les contributions autres que celles de gouvernements ou d'organismes des Nations Unies ne sont normalement comptabilisées que lorsque les sommes en espèces ou les contributions en nature ont été effectivement reçues;

e) Les comptes de l'Office sont tenus en dollars des Etats-Unis. Les opérations effectuées en d'autres monnaies sont converties en dollars des Etats-Unis au moment où elles ont lieu, aux taux de change établis par l'Office. A la fin de l'exercice financier, les éléments de l'actif et du passif en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont convertis en dollars des Etats-Unis, aux taux de change de l'Office en vigueur. Les gains ou les pertes au change sont ajoutés aux recettes ou déduits de celles-ci;

f) Les biens de capital fixe de l'Office (à savoir les véhicules, le matériel, certains terrains et les bâtiments construits sur ces terrains) ne sont pas comptabilisés dans l'actif présenté dans l'état III concernant l'ensemble des fonds et dans l'état V du Fonds général. Leur coût a été entièrement imputé sur le budget de l'exercice au cours duquel les bâtiments sont construits et le matériel acheté. Un inventaire de ces biens de capital fixe est tenu à jour. Ne sont pas non plus comptabilisés dans les états susmentionnés les bâtiments et les logements pour les réfugiés construits par l'Office sur des terrains appartenant à divers gouvernements ou à des particuliers. Toutefois, des inventaires appropriés sont également tenus à jour pour ces bâtiments et logements pour les réfugiés, qui seront vraisemblablement restitués aux propriétaires de terrains intéressés, encore que cela soit moins certain dans le cas des logements pour les réfugiés;

g) A compter de la fin de l'exercice 1984, les méthodes de comptabilisation des stocks de fournitures ont été modifiées (voir note 3 b) sur les incidences de cette modification). A partir de 1985, les coûts des fournitures achetées à des fins de constitution de stocks seront intégralement imputés sur les comptes de dépenses à la réception des fournitures. Il est tenu à jour des inventaires de ces éléments d'actifs qui font l'objet de contrôles normaux;

h) Recettes accessoires :

- i) Les recettes nettes provenant des activités productrices de recettes sont comptabilisées dans les recettes accessoires;
- ii) Le remboursement des dépenses imputés sur le budget du même exercice financier est comptabilisé en regard du compte "dépenses" correspondant, mais les remboursements de dépenses relatives à des exercices financiers antérieurs sont comptabilisés comme recettes accessoires.

i) Les contributions reçues pour des projets spéciaux sont constituées en fonds distincts, objet d'une comptabilité par fonds. Chaque fonds est une entité financière et comptable séparée, qui a une comptabilité autonome à double entrée. Il est établi un état financier par fonds.

FONDS GENERAL

Note 2. Réserve pour engagements non réglés (état V)

La réserve pour engagements non réglés est une réserve de fonds destinées à des postes prévus au budget qui ont fait l'objet d'une commande ou d'un contrat au plus tard à la fin de l'exercice ou qui ont été expressément autorisés par le ^leur. Ces postes qui ont été imputés sur les dépenses de l'exercice en cours

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Exercice en cours	1 949 803
Exercices antérieurs	1 765 581
	<u>3 715 384</u>

La réserve sera liquidée lors des décaissements correspondant à ces postes de dépense.

Note 3. Fonds de roulement (états V et VI)

a) A la suite de la suppression de la réserve pour indemnités de cessation de service et pour frais de rapatriement, un montant de 27 521 821 dollars a été porté au crédit du fonds de roulement.

b) A la suite de la modification des méthodes de comptabilisation des fournitures [voir note 1 g)], le montant du poste "stocks", soit 11 901 958 dollars, a été porté au débit du fonds de roulement.

c) Un montant de 8 431 268 dollars, viré du fonds de roulement aux comptes des fonds destinés à des projets, correspond à des recettes affectées à des fins spéciales, qui étaient précédemment comptabilisées en tant que recettes du Fonds général.



d) Le montant de 4 053 536 dollars porté au débit du fonds de roulement au titre de contributions en nature dont la livraison a été incomplète et de contributions annoncées mais non acquittées, comprend la passation par profits et pertes d'une contribution de 3,5 millions de dollars annoncée pour 1981 (voir tableau 4.2).

#### Note 4. Passif exigible

A la fin de l'exercice, le passif exigible de l'Office comprenait un montant de 2 529 255 dollars correspondant à des marchandises devant être livrées par les fournisseurs et pour lesquelles des commandes avaient déjà été passées. En outre, on peut considérer que l'Office avait une dette exigible, d'un montant important mais impossible à déterminer, correspondant à certaines subventions réclamées par des gouvernements.

#### Note 5. Biens de capital fixe

a) Les biens de capital fixe non indiqués dans les états III et V de l'actif et du passif sont énumérés ci-après à leur coût initial :

	<u>En dollars des Etats-Unis</u>
Véhicules (non compris les véhicules hors d'usage non encore vendus)	5 353 052
Matériel	9 982 938
Terrains appartenant à l'Office	51 248
Bâtiments construits sur des terrains appartenant à l'Office	422 031
	<u>15 809 269</u>

b) L'Office a seulement le droit d'occupation dans les bâtiments (écoles, centres de formation, centres de distribution des rations, dispensaires, entrepôts et autres installations) qu'il a construits sur des terrains appartenant à des gouvernements ou cédés à bail par des propriétaires privés. Le montant total du coût de la construction de ces bâtiments (y compris le financement des achats de terrains par les gouvernements des divers pays dans certains cas et les sommes à verser aux propriétaires de terrains loués) s'élevait à 41 546 992 dollars au 31 décembre 1984.

c) L'Office a également construit des logements pour les réfugiés moyennant un coût total de 11 455 450 dollars sur des terrains appartenant à des gouvernements ou à des particuliers. Le statut juridique de ces logements demeure indéterminé.

#### Fonds du camp de Bayssarieh

#### Note 6. Fonds spécial

Ce projet a fait l'objet d'un fonds spécial créé conformément à l'article 13.1 du règlement financier de l'Office, afin de donner un cadre comptable et budgétaire aux activités de construction d'un camp de réfugiés à Bayssarieh (Liban).

Note 7. Comptes d'exploitation (état XXII)

Les opérations se rapportant à ce projet ont effectivement débuté en 1977, à compter de la réception de contributions, bien qu'aucune dépense n'ait été engagée avant le 1er janvier 1978. Le compte d'exploitation soumis dans le présent rapport couvre donc toute la période allant de la mise en route du projet en 1977 jusqu'au 31 décembre 1984. Il convient de noter, toutefois, que ce projet est en suspens depuis cinq ans. Aucune dépense n'a été engagée pendant la période 1980-1984.

Caisse de prévoyance du personnel régional

Note 8. Crédits des participants en activité (état XXV)

a) Les crédits des participants en activité libellés en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis comprennent les gains au change pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984. Les gains réincorporés auxdits crédits sont ventilés comme suit :

Dollars des Etats-Unis

Dinars jordaniens	: 9 p. 100 - 3 653 382 dinars jordaniens au taux de change de 2,4722 dinars pour un dollar des Etats-Unis	9 031 890
Schillings autrichiens	: 14 p. 100 - 22 285 579 schillings autrichiens au taux de change de 0,0454 schilling pour un dollar des Etats-Unis	1 011 765 <hr/> 10 043 655 <hr/>

b) Un solde de 742 460 dollars, comprenant 649 662 dollars (conversion des dinars jordaniens) et 92 798 dollars (conversion des schillings autrichiens), figure au compte "Ajustements de change". Ces montants sont reportés en 1985 et ils seront inclus dans les gains et pertes au change de cet exercice.

Note 9. Placements et revenus des placements (état XXV et tableau 25.1)

a) Les placements ont été évalués au prix coûtant ou à la valeur en bourse, la plus faible de ces valeurs étant retenue. Sur la base de ce principe, le portefeuille confié à la Bank of America, à la First National Bank of Chicago et au Creditanstalt Bankverein reflétait le prix coûtant, tandis que le portefeuille confié à la Bankers Trust reflétait la valeur en bourse. Par ailleurs, toutes les sociétés de gestion fondaient leurs évaluations sur la valeur en bourse.

b) En raison des différences d'évaluation et de méthodes de comptabilité des honoraires dus aux sociétés de gestion, les chiffres relatifs aux placements en fin d'exercice figurant dans le tableau s'écartent des chiffres indiqués par les sociétés de gestion dans leurs rapports annuels pour 1984.

c) Pour les mêmes raisons que celle indiquées ci-dessus, le chiffre relatif au revenu des placements du portefeuille figurant dans le tableau 25.1 diffère de celui qui a été fourni par les sociétés de gestion. Le tableau ci-après permet de comparer ces chiffres.

	<u>Tableau 25.1</u>	<u>Rapports des sociétés de gestion</u>
	(Pourcentage)	(Pourcentage)
Bank of America	10,5	11,1
Bankers Trust	7,7	7,5
First National Bank of Chicago	11,5	11,9
Creditanstalt Bankverein	12,6	13,0

Note 10. Cotisations et financement (tableau 25.1)

Les fonds confiés aux sociétés de gestion (Creditanstalt Bankverein) pendant l'exercice se sont élevés à 12 250 000 dollars. Ce montant représente essentiellement la différence entre la totalité des cotisations reçues de l'Office et des participants et les paiements faits par l'Office pour le compte de la Caisse de prévoyance. Ces montants se décomposent comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Cotisations reçues pendant l'exercice	23 066 957
A ajouter :	
Ajustements en cours d'exercice (virements, versements en capital et reprises de participation, moins liquidation de droits)	510 835
	<u>23 577 792</u>
A déduire :	
Sommes restant dues au Fonds général au 1er janvier 1984	536 971
	<u>23 040 821</u>
A déduire :	
Paiements effectués par le Fonds général pendant l'exercice	10 880 223
	<u>12 160 598</u>
A déduire :	
Fonds confiés aux sociétés de gestion prélevés sur le Fonds général pendant l'exercice	12 250 000
	<u>12 250 000</u>
Sommes restant dues au Fonds général au 31 décembre 1984	89 402
	<u><u>89 402</u></u>

---

**كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة**  
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

**如何购取联合国出版物**

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

**HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

**COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

**КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

**COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York, Ginebra.

---